



Place Gabriel Péri
94600 Choisy-le-Roi
www.choisyleroi.fr
☎ 01.48.92.44.44

Procès-verbal de la séance du Conseil municipal du Mercredi 25 septembre 2019

Le vingt-cinq septembre deux mille dix-neuf à dix-neuf heures trente, le Conseil municipal de la commune de Choisy-le-Roi, légalement convoqué à domicile par écrit le mardi 17 septembre 2019, s'est réuni Salle du Conseil municipal – Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Didier GUILLAUME, Maire.

Étaient présents :

M. GUILLAUME Didier, M. DIGUET Patrice, Mme BRAHIMI Nadia, M. ID ELOUALI Ali, Mme DESPRES Catherine, M. AOUMMIS Hassan, Mme MASSÉ Élodie, Mme LUC Nadine, Mme JUHEL Françoise, M. ROCHE Gabriel, Mme BENKAHLA Malika, M. ENNAOURA Hafid, M. TISLER Frédéric, M. HERVY Patrick, M. BOIVIN Bernard, Mme GUINERY Annick, Mme MORO Christiane, M. DUPUY Gilles, Mme GRASSET-PRIAN Chantal, M. ZIEGELMEYER Laurent, Mme LÉONCE Vanessa, M. GAUSSENT François, Mme JULLIAN Anne-Laure, Mme DITOPÉ LINDOUMÉ Émilienne, Mme ALIROL Béatrice, M. PANETTA Tonino, M. COELHO Vasco, Mme BERCIER Corinne, M. PERYAGH Yves, Mme OSTERMEYER Sushma, M. BRIENNON Jean Marc, M. DRUART Frédéric, Mme SALIM Malika, Mme FRANCISOT Amandine, Mme BARON Monique.

Étaient représentés :

Mme ARNAUD Anne Marie	mandat à Mme DESPRES Catherine
M. ATHÉA Bernard	mandat à Mme Juhel Françoise
Mme LEROY Sylvie	mandat à M. BOIVIN Bernard
Mme RIFFAUD Isabelle	mandat à Mme BRAHIMI Nadia
Mme BELLIER Carole	mandat à Mme JULLIAN Anne-Laure
M. AIT IDIR Jamil	mandat à M. ZIEGELMEYER Laurent
M. THIAM Moustapha	mandat à M. DRUART Frédéric

Était absent : M. MELY Laurent.

Secrétaire de séance : Madame Vanessa LÉONCE.

Sommaire

→ Désignation du secrétaire de séance	4
→ Appel	4
→ Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 26 juin 2019	4
MARCHÉS PUBLICS.....	5
→ 1. Approbation de la convention constitutive du groupement de commandes entre la commune et le centre communal d'action sociale (CCAS) de Choisy-le-Roi pour l'exploitation et le renouvellement des installations thermiques des bâtiments communaux et du patrimoine CCAS	5
→ 2. Approbation de la convention constitutive du groupement de commandes entre la commune, le centre communal d'action sociale (CCAS) de Choisy-le-Roi et la régie autonome du Théâtre/Cinéma Paul Éluard pour la location et la maintenance de copieurs.....	5
URBANISME	5
→ 3. Avis sur le CRACL de la ZAC du Port pour l'année 2018.....	5
→ 4. Avis sur le CRACL de la ZAC des Hautes Bornes pour l'année 2018.....	5
→ 5. Acquisition de la parcelle C76 sise 31 voie des Roses au prix de 35 380 €.....	6
→ 6. Approbation de l'avenant n°1 à la convention de financement entre la Ville de Choisy-le-Roi, l'EPA ORSA et la Région Île-de-France relative à l'initiative d'urbanisme transitoire sur le secteur du Lugo/Choisy-le-Roi.....	6
DÉVELOPPEMENT DURABLE	7
→ 7. Approbation de l'acte II de l'agenda 21	7
→ 8. Avis sur le plan de prévention du bruit dans l'environnement de la Métropole du Grand Paris	14
→ 9. Actions d'éducation au développement durable à destination du public scolaire sur l'année 2019-2020 : approbation de la convention à passer avec l'association Nature et Société	16
RESSOURCES HUMAINES	16
→ 10. Modification du tableau des effectifs du personnel communal	16
HABITAT	16
→ 11. Garantie d'emprunt accordée à l'Entreprise sociale pour l'habitat (ESH) Batigère en Île-de-France pour la construction de 66 logements locatifs intermédiaires, sis 11, place Lucie Aubrac dans l'opération d'aménagement de la Fonderie fine	16
→ 12. Cession de l'EHPAD COALLIA sis 4, allée des Lilas au groupe ADEF Résidence Val-de-Marne et transfert de la garantie des emprunts.....	18
→ 13. Cession d'actifs immobiliers de COALLIA à COALLIA HABITAT : - transfert des prêts contractés par COALLIA auprès de la Caisse des Dépôts et consignations pour la reconstruction de la résidence sociale sise 76 rue du Four	20
→ 14. Cession d'actifs immobiliers de COALLIA à COALLIA HABITAT : - réaménagement et transfert du prêt contracté par COALLIA auprès d'Action logement (Ex-collecteur 1 % Alliance) à COALLIA HABITAT pour la reconstruction de la résidence sociale sise 76 rue du Four	20

→ 15. Encadrement des loyers : demande de la commune de Choisy-le-Roi à l'EPT Grand-Orly Seine Bièvre d'être intégré dans le périmètre d'expérimentation	20
DÉVELOPPEMENT LOCAL CITOYENNETÉ	22
→ 16. Répartition de la subvention aux associations locales pour la location d'un transport collectif, année 2019 – (4 ^e répartition)	22
VIE INTERNATIONALE	23
→ 17. Approbation de l'avenant n° 1 à la convention de financement passée avec l'AFD concernant le projet de coopération décentralisée « Un marché pour Tringa-Maréna » au Mali	23
→ 18. Jumelage Hennigsdorf-Choisy-le-Roi : attribution d'une subvention entre la commune et le Centre de secours de Choisy-le-Roi dans le cadre de l'opération « La Foulée 18 » le 16 novembre 2019	23
→ 19. Approbation de l'accord de coopération décentralisée entre la commune et la ville de Varès en Bosnie-Herzégovine	24
JEUNESSE.....	25
→ 20. Approbation de l'évolution du dispositif d'aides aux projets jeunes	25
→ 21. Approbation de la convention-cadre type de partenariat entre les collèges Émile Zola, Henri Matisse et Jules Vallès et la commune de Choisy-le-Roi pour la mise en place d'un temps d'activités ludiques et éducatives pendant la période méridienne	25
SANTÉ.....	25
→ 22. Approbation de la convention relative aux missions et au cofinancement de la coordination du Conseil local de santé mentale (CLSM) Lucien BONNAFE passée entre les villes de Choisy-le-Roi et d'Orly et le CCAS de Villeneuve-le-Roi.....	25
SPORT	25
→ 23. Approbation de la répartition de la subvention municipale 2019 accordée aux clubs sportifs – 1 ^{re} répartition	25
→ 24. Approbation du versement de subventions exceptionnelles aux clubs et partenaires sportifs pour l'organisation des grands événementiels de l'année 2019	26
→ 25. Approbation de la création d'un tarif pour les activités municipales adultes multisports pour les agents communaux de la ville	26
ADMINISTRATION GÉNÉRALE	27
→ 26. Avis sur la demande de retrait de la commune d'Orly du syndicat des communes de Choisy-le-Roi, d'Orly et de Thiais pour les établissements scolaires du second degré intercommunaux et leurs équipements sportifs annexes	27
→ 27. Don à la Ligue contre le cancer	31
→ 28. Approbation de la convention de financement à intervenir entre la Métropole du Grand Paris et la commune de Choisy-le-Roi dans le cadre du fonds de concours attribué aux communes sinistrées suite à la crue de janvier 2018-attribution d'une subvention	32
→ 29. Approbation de la charte d'utilisation du réseau WIFI public de la commune de Choisy-le-Roi.....	34
→ 30. Compte-rendu des décisions L-2122-22 du Code général des Collectivités territoriales	35
→ 31. Vœu présenté par la majorité municipale pour l'interdiction du glyphosate	36
→ 32. Vœu présenté par le groupe EELV en faveur de l'interdiction de l'utilisation des animaux sauvages dans les cirques à Choisy-le-Roi	37

La séance est ouverte à 19 h 38 sous la présidence de M. Didier GUILLAUME, Maire de Choisy-le-Roi.

M. le Maire : Mesdames, Messieurs, vous avez été convoqués dans les formes légales en séance du Conseil municipal pour ce soir et conformément aux dispositions du Code général des collectivités territoriales nous avons à désigner un ou une secrétaire de séance.

→ **Désignation du secrétaire de séance**

M. le Maire : À la surprise générale, je vais proposer Vanessa Léonce qui a dit oui. Je l'en remercie.

(Mme Vanessa Léonce est désignée à l'unanimité secrétaire de séance.)

→ **Appel**

M. le Maire : Je passe sans plus tarder la parole à Madame Leclère, Directrice générale des services, pour procéder à l'appel nominal.

(Mme Anne-Sophie Leclère procède à l'appel.)

→ **Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 26 juin 2019**

M. le Maire : Merci, Madame Leclère. Vous avez reçu les uns et les autres le procès-verbal de la séance du 26 juin dernier avec la convocation de ce jour. Y a-t-il des observations concernant ce procès-verbal ? Je n'en vois pas, nous l'adoptons, je vous remercie.

Vous avez l'ordre du jour de notre conseil de ce soir. Conformément à ce qui a été mentionné à la conférence des présidents, nous avons deux ajouts de vœux à vous présenter. Un par la majorité municipale portant sur le glyphosate et un d'Europe Ecologie les Verts pour l'interdiction de l'utilisation des animaux sauvages dans les cirques à Choisy-le-Roi. Je vous annonce aussi le retrait du projet de délibération sur la convention opérationnelle pS-EAU – volet assainissement entre la fondation SADEV et la commune. Je crois qu'au moment des délibérations sur les questions internationales, Laurent Ziegelmeyer vous en dira plus.

Nous avons tous été fortement attristés par l'annonce du décès de Michel, le mari d'Annick Guinery, suite à une maladie et je tenais devant tout le monde, comme je l'ai fait personnellement, à lui faire part de tout notre soutien pendant ces moments difficiles que tu as vécus et ceux que tu vis encore aujourd'hui. Soit assurée de notre solidarité Annick.

Mme Guinery : Bonjour à tous. Si je viens à ce Conseil municipal, bien sûr, c'est pour essayer de recommencer une page. C'est aussi pour vous remercier tous parce que j'ai reçu énormément de messages de soutien, de la part de tous les groupes, de beaucoup d'élus, certains sont même venus à l'enterrement et je tenais vraiment à vous remercier parce que pour moi c'est très important. C'était extrêmement brutal et j'avais besoin de tout cela, c'était quelqu'un de vraiment bien. Si vous voulez savoir qui il était, parce que c'était quelqu'un de réservé, il était à mes côtés en permanence, un portrait sera fait de lui à Vitry où il s'investissait beaucoup. J'espère arriver à me reconstruire. Je suis entourée, j'ai mes enfants, j'ai des amis et vraiment je vous remercie encore parce que tout le monde, sans exception, m'a envoyé ces témoignages d'affection, merci.

M. le Maire : Nous abordons notre ordre du jour qui appelle 32 décisions. Je vous demanderais, aux uns et aux autres, dans vos interventions de ne pas trop faire durer ce

Conseil municipal en longueur pour différentes raisons. Déjà, parce que nous avons des semaines bien chargées, mais aussi parce que je sais que M. Panetta souhaite fêter son anniversaire en famille ce soir et donc pour lui permettre de rentrer de bonne heure à son domicile. Cette demande s'adresse évidemment en premier lieu à lui. Je vous propose donc de démarrer sur les premières décisions.

MARCHÉS PUBLICS

→ 1. Approbation de la convention constitutive du groupement de commandes entre la commune et le centre communal d'action sociale (CCAS) de Choisy-le-Roi pour l'exploitation et le renouvellement des installations thermiques des bâtiments communaux et du patrimoine CCAS

M. le Maire : Avez-vous besoin d'explications sur cette convention ? M. Tisler.

M. Tisler : Pour aller vite, les deux groupements de commandes, aussi bien celui avec le CCAS que celui avec la régie du théâtre, répondent à des dispositifs usuels que nous faisons depuis longtemps. Cela permet de négocier plus efficacement sur des prestations identiques entre la commune et le CCAS d'une part et le théâtre d'autre part. Cela n'appelle pas de commentaires bien précis si ce n'est que je suis prêt à répondre à toutes les questions, j'ai tout ce qu'il faut pour cela, mais les conventions étaient tout à fait clairement établies.

M. le Maire : Je vous remercie. Des demandes d'interventions ? Je n'en vois pas.

La délibération n° 1 est adoptée à l'unanimité.

→ 2. Approbation de la convention constitutive du groupement de commandes entre la commune, le centre communal d'action sociale (CCAS) de Choisy-le-Roi et la régie autonome du Théâtre/Cinéma Paul Eluard pour la location et la maintenance de copieurs

M. le Maire : M. Tisler a anticipé la deuxième convention. Je ne vois aucune remarque.

La délibération n° 2 est adoptée à l'unanimité.

URBANISME

→ 3. Avis sur le CRACL de la ZAC du Port pour l'année 2018

M. le Maire : Ces documents ont été présentés en Commission. Y a-t-il des commentaires ? Je n'en vois pas.

La délibération n° 3 est adoptée à la majorité (34 pour, 8 abstentions).

→ 4. Avis sur le CRACL de la ZAC des Hautes Bornes pour l'année 2018

La délibération n° 4 est adoptée à la majorité (34 pour, 8 abstentions).

M. le Maire : Un petit commentaire qui n'a rien à voir avec le CRACL, mais permettez-moi de faire part d'avancées importantes. Ceux qui y sont passés récemment ont pu voir que la

première ligne à haute tension n'est plus là et que la deuxième devrait être enlevée dans les jours qui viennent. Ainsi, le pari que nous avons fait en début de mandat d'enfouissement de ces lignes à haute tension devient aujourd'hui réalité et nous ne pouvons que nous en réjouir. Cela entre bien dans la démarche de développement durable que nous voulons pour la ville.

→ **5. Acquisition de la parcelle C76 sise 31 voie des Roses au prix de 35 380 €**

M. le Maire : Avez-vous des remarques sur cette acquisition ? Je n'en vois pas.

La délibération n° 5 est adoptée à l'unanimité.

→ **6. Approbation de l'avenant n°1 à la convention de financement entre la Ville de Choisy-le-Roi, l'EPA ORSA et la Région Île-de-France relative à l'initiative d'urbanisme transitoire sur le secteur du Lugo/Choisy-le-Roi**

M. le Maire : Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Je n'en vois pas.

La délibération n° 6 est adoptée à la majorité (34 pour, 8 abstentions).

M. le Maire : Permettez-moi aussi dans le cadre de l'avenant à cette convention, même si cela n'a pas directement à voir, de vous informer qu'une rencontre importante doit avoir lieu cette semaine entre la ville de Choisy-le-Roi et le bailleur de la Sablière sur l'avenir de cette dernière. Cette rencontre se tiendra dans la perspective, pour les habitants de la Sablière, de demander (vous avez pu le voir si vous passez sur l'avenue Lugo) non pas une réhabilitation, mais une démolition de leur cité et cela sera au cœur de la discussion que nous aurons vendredi. Aujourd'hui, les choses avancent bien dans la discussion que nous avons. Nous devons bien entendu avoir un calendrier beaucoup plus précis avec l'ensemble de nos partenaires, mais les choses avancent bien. M. Panetta.

M. Panetta : Je voulais intervenir puisque vous parliez de Lugo. Bonsoir chers collègues. Je vous remercie de l'attention que vous avez eue en début de séance, je ne sais si c'était pour bien faire remarquer que j'avais un an de plus, mais, je vous rassure, je suis en forme et je le serai jusqu'au mois de mars !

M. le Maire : Je l'espère bien pour vous.

M. Panetta : Je voulais juste manifester une inquiétude parce qu'à côté du projet de Lugo, je me félicite que les locataires aient eu gain de cause pour la destruction de ces appartements plus que vétustes, mais le projet des Ardoines va arriver et il sera très limitrophe. J'ai donc une inquiétude pour la tranquillité des habitants de Lugo parce que j'ai vu la maquette de ce que veulent faire nos amis de Vitry-sur-Seine sur le secteur, le projet avec 12 étages, etc., je suis plus qu'inquiet. Je ne sais pas quel est votre avis sur ce sujet, mais franchement, si cela voit le jour... Je voulais manifester cette inquiétude, je demande à tout le monde d'y réfléchir, de voir le projet, de voir ce qui s'y prépare, c'est inquiétant. Merci.

M. le Maire : Votre remarque sera intégrée au procès-verbal de notre séance.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

→ 7. Approbation de l'acte II de l'agenda 21

M. le Maire : Nous continuons sur un sujet qui nous tient fortement à cœur et ceci depuis 2010, à savoir la mise en place de notre agenda 21. Nous sommes engagés dans un agenda 21 où l'acte I a vu peut-être 70 % de ses actions menées à terme. Nous sommes à l'acte II et pour vous le présenter je laisse la parole à Mme Brahimi.

Mme Brahimi : Merci, Monsieur le Maire. Choisy-le-Roi a été l'une des premières communes du Val-de-Marne à se lancer dans la création et l'adoption d'un agenda 21, lequel avait fait l'objet d'un vote unanime du Conseil municipal le 28 février 2013. En adoptant cet agenda 21 notre objectif était de nous doter d'un outil stratégique pour construire une ville durable, pour construire un projet ambitieux qui réponde aux besoins du présent des Choisyens tout en garantissant la préservation des ressources pour les futures générations. Le plan d'action, cinq enjeux, 17 défis étaient l'aboutissement d'une démarche inédite, à l'époque, celle d'une construction collective pendant plusieurs années avec les différents acteurs de notre ville (habitants, services municipaux, mais aussi nos partenaires institutionnels, associatifs et économiques). Après cinq années de mises en œuvre, nous avons tiré un bilan, lequel est plutôt positif puisque 63 % des actions ont été réalisées ou sont en voie de l'être. Nous avons pris aussi le temps d'analyser ce bilan avec un regard plus critique, avec les habitants dans le cadre du forum du 21 mai aussi avec les services municipaux et de nombreux partenaires. Cette réflexion collective nous a conduits à la décision de poursuivre l'engagement de notre ville en faveur du développement durable en élaborant un acte II de cet agenda 21. En effet, malgré une prise de conscience de plus en plus forte, l'urgence écologique et climatique est toujours plus présente. Comme nous l'avons affirmé lors du vote du premier agenda 21, face à l'urgence l'action locale est fondamentale. Ceci est d'autant plus vrai que depuis quelques années les mentalités ont enfin évolué et que les volontés d'agir sont plus fortes. De plus, nous gardons toujours à l'esprit que la dégradation de l'environnement aggrave le poids des inégalités sociales et que ce sont toujours et d'abord les plus faibles et les plus fragiles qui en sont les premières victimes.

C'est donc fort de cette première expérience et avec beaucoup de conviction que nous avons décidé de poursuivre notre démarche, cette fois d'une manière un peu différente, mais tout aussi ambitieuse. Comme pour l'acte I nous avons construit l'acte II collectivement, dans le cadre du forum 21, avec les habitants, les services, nos partenaires et les élus. La démarche de co construction a été lancée lors d'une réunion publique qui s'est tenue le 15 mars 2018 au Royal. À partir de cette date, des réunions thématiques du forum 21 ont permis aux habitants de proposer des actions. Parallèlement, le service développement durable a travaillé avec les services, les élus et nos partenaires pour recueillir leurs propositions et étudier la faisabilité de certaines actions proposées par les habitants. L'élaboration de l'acte II a également pris en compte les évolutions législatives et réglementaires intervenues depuis 2013, notamment la loi sur la transition écologique pour la croissance verte ou les différents plans climat-énergie de la métropole ou encore, celui qui est en cours d'élaboration par l'EPT 12.

L'acte II s'engage donc sur des thématiques plus resserrées, des actions plus ciblées, plus opérationnelles et plus facilement évaluables que ne l'était l'acte I. Nous l'avons recentré autour de quatre thématiques :

- les bâtiments économes en énergie. L'objectif de cette thématique est de contribuer à la réduction des consommations d'énergie et des émissions de gaz à effet de serre. Elle nous permet de traiter la question de la lutte contre la précarité énergétique ou

des passoires thermiques. Le développement des énergies renouvelables ou la sensibilisation de nos concitoyens, mais aussi des agents communaux, aux économies dites d'énergie et aux éco gestes. Elle vise également à améliorer la performance énergétique dans nos bâtiments communaux.

- Les mobilités sobres en carbone constituent la deuxième thématique, car, nous le savons, les déplacements motorisés sont une des premières causes de la pollution atmosphérique et des changements climatiques. Cette thématique se décline autour d'actions visant à promouvoir les mobilités douces par un meilleur partage de l'espace public. L'objectif est aussi d'encourager les modes de déplacements alternatifs à la voiture par l'aménagement d'itinéraires cyclables continus, des dispositifs de mise à disposition de vélos comme le Vélib', mais aussi l'incitation à utiliser davantage les transports en commun.
- la troisième thématique concerne la nature en ville pour renforcer la végétalisation dans notre ville, protéger la biodiversité qui est essentielle à notre écosystème, valoriser aussi les milieux naturels. L'intensification de la nature en milieu urbain est aujourd'hui, en effet, l'un des moyens les plus efficaces de lutter contre le réchauffement climatique. Dans ce domaine, les citoyens ont une possibilité d'agir très concrètement, je pense en particulier aux jardins partagés ou au permis de végétaliser.
- le quatrième thème porte sur la sensibilisation active au développement durable avec les actions qui visent à mobiliser toujours plus les citoyens et en particulier les jeunes pour qu'ils deviennent les acteurs clés du développement durable. Des actions de sensibilisation aux gestes de tri ou au réemploi des déchets, notamment dans le cadre de la future ressourcerie intercommunale, sont ainsi prévues. L'objectif est aussi d'inciter les citoyens à adopter des modes de consommation plus responsables.

Au total, l'agenda 21 comprend 50 actions et l'ensemble de ces actions sont irriguées par trois grands objectifs :

- la participation des habitants ;
- l'exemplarité de la tenue, l'innovation ;
- l'économie sociale et solidaire.

Ces trois grands objectifs sont les fils conducteurs de l'agenda 21. Une autre différence par rapport à l'acte I, c'est que cet acte II se veut évolutif. Au fil du temps, des actions pourront être rajoutées pour l'enrichir en résonance avec l'évolution des projets et leur avancement même sous l'impulsion des habitants dans le cadre du forum 21. Nous avons préféré cette méthode dynamique pour favoriser l'appropriation par les habitants de cet acte II de l'agenda 21 et poursuivre avec eux cette démarche participative.

Voilà ce que je voulais vous dire sur cet acte II qui est donc dans la continuité de l'acte I. Le document de présentation de l'acte II n'est pas encore finalisé, nous vous avons transmis en annexe de la délibération la liste exhaustive de ces 50 actions. Je serai à votre disposition pour d'éventuelles questions sur ces actions. Pour finir, je voudrais remercier quelques personnes. Je voudrais remercier l'ensemble du service du développement durable, rendre hommage à Marion Dallo qui est partie aujourd'hui au département pour s'occuper du Grand Paris Express. Je voudrais remercier Éli qui a pris la succession de Marion Dallo avec beaucoup d'énergie, de dynamisme, d'enthousiasme, qui a animé avec beaucoup de

conviction. Célia Lecomte également pour sa disponibilité dans ce dossier. Je voudrais les remercier puisqu'ils ont accompli un travail formidable. Je vous rappelle que cet acte II a été fait en moins de deux ans, ce qui est quand même un travail assez remarquable. Je souhaiterais aussi remercier les habitants qui ont participé aux travaux du forum 21 parce que leur contribution a été précieuse pour la poursuite de notre démarche. Je vous demande d'approuver cet acte II, et de fait, en l'actant, d'approuver l'engagement de la ville de Choisy-le-Roi en faveur du développement durable. Merci.

M. le Maire : Merci. Après tous ces remerciements, je ne doute pas qu'il y aura des prises de parole pour dire que c'est un sujet important et bien travaillé. Avez-vous des demandes de prise de parole ? Monsieur Panetta.

M. Panetta : Monsieur le Maire, notre groupe faisait partie des conseillers qui avaient noté l'acte I et c'est bien parce qu'il y a eu un acte I que nous allons nous abstenir sur l'acte II. Je suis en phase avec ce que vient de nous dire Mme Brahimi, avec les sujets que doit préparer, que doit défendre l'agenda 21, mais nous sommes déçus des résultats de l'acte I. Non pas déçus des gens qui ont participé, je partage effectivement ce que vient de dire Mme Brahimi, des efforts ont été faits et les personnes qui ont travaillé sur cet agenda y ont mis tout leur cœur, mais force est de constater que la ville s'est dégradée. Pour notre part, nous considérons qu'en mettant en place des actions c'est dans le but d'améliorer la vie des habitants, d'adoucir la ville, effectivement, d'aller vers une ville durable. Ce n'est pas en coupant des arbres que nous ferons une ville durable même si nous en avons replanté, j'ai les noms, les adresses, j'ai tout, merci, Monsieur Tisler, mais j'estime que le compte n'y est pas. Pour autant, nous ne voterons pas contre parce qu'il faut insister, mais nous, nous procéderions autrement. Nous prendrions les sujets réellement à bras le corps, directement sans passer par un agenda 21. C'est surtout sur la méthode que nous différons et c'est pourquoi nous allons nous abstenir. Merci.

M. le Maire : Merci pour cette explication de vote. Y a-t-il d'autres demandes de prise de parole ? Monsieur Peryagh qui sera suivi de Monsieur Briennon.

M. Peryagh : Monsieur le Maire, Mesdames et Messieurs, bonsoir. L'enjeu ce soir de l'agenda 21 phase II est de poursuivre le projet de la ville durable. La question est, comme vous l'avez dit, comment répondre aux besoins du présent sans compromettre la capacité de nos enfants à répondre demain à leurs propres besoins. Le concept du développement durable est désormais utilisé partout comme signe de qualité. Mais la question que nous nous posons, c'est qu'est-ce que le développement durable si nous n'avons pas la capacité de trouver des solutions en amont dans la gestion de la ville ?

Premièrement, l'urbanisation incontrôlée engendre de nouveaux problèmes, notamment en termes d'accès à des infrastructures, d'hygiène, de sécurité et de salubrité publique. Les conséquences négatives sur le plan écologique doivent être prises en compte. Par exemple, la dégradation de l'environnement, la perte des espaces verts, les émissions de gaz d'échappement et de la climatisation. Deuxièmement, le renforcement de la lutte contre la pauvreté doit être un objectif fondamental. La pauvreté nous prive de nos perspectives de vie, de nos espoirs et de notre dignité. Ces stratégies doivent évidemment être développées dans le cadre de la coopération entre le gouvernement et tous les acteurs du territoire et de la commune. Troisièmement, améliorer la nutrition et promouvoir le circuit court. La faim va toujours de pair avec la pauvreté. La première étape pour lutter contre la pauvreté consiste donc à garantir une bonne base alimentaire afin de permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous et à tout âge. Quatrièmement, le développement durable vise à offrir une vie saine et décente à tous alors qu'à l'inverse l'absence de soins de santé rend le développement durable impossible pour le bien de tous. La santé ne se traduit pas simplement par l'absence de maladie, mais aussi d'un environnement sain et un cadre de vie

agréable. Cinquièmement, assurer l'accès de tous à une éducation de qualité dès la petite enfance sur un pied d'égalité et de promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie. L'éducation est un élément clé pour le développement d'une ville, et par extension celui d'un pays. Elle doit permettre aux enfants et aux jeunes de se développer et de développer leurs talents ainsi que trouver une place dans la société dans laquelle ils vivent et pour laquelle ils souhaitent s'engager. Sixièmement, la croissance économique est le moteur principal du développement de la ville. Les petites et moyennes entreprises ont ici un rôle très important à jouer, car le travail n'est pas seulement un moyen de gagner sa vie, mais aussi une source de valorisation personnelle. Enfin, la transition vers le développement durable rendra notre ville meilleure pour tout le monde, mais aura un coût en chiffres et en volonté politique. Nous n'empêcherons pas complètement le réchauffement climatique, mais ce sera toutefois un investissement dans l'avenir de la planète et dans celui de nos enfants. Merci.

M. le Maire : La parole est à Monsieur Briennon.

M. Briennon : Monsieur le Maire, chers collègues, bonsoir. L'acte I de l'agenda 21 était un acte fondateur, porteur d'un souffle pour la ville dans lequel clairement tout n'a pas été réalisé, je retiens le chiffre approximatif de 60 % d'actions qui ont été prises en compte.

Le document qui nous est présenté ce soir porte moins de dynamisme, moins de souffle. Alors, est-ce sa présentation sous format d'une liste énumérative d'actions plus ou moins importantes ? Quand nous y retrouvons la re végétalisation du square Saint-Louis, par exemple, ou du square du 19 mars qui est déjà incluse dans le projet de mise en place de la piste cyclable par le département, ce sont des actions qui sont légères. Néanmoins, je pense que les axes défendus sont des axes essentiels, ce sont des axes sur lesquels il faut absolument travailler et qui, à mon sens, méritent d'être complétés, d'être travaillés.

Je vous ai entendu, Madame Brahimi, dire que le document de présentation de l'agenda 21 était en cours de finalisation d'élaboration. Peut-être cette délibération vient-elle un peu trop tôt. Je pense qu'il aurait été important que nous disposions du document final afin d'avoir une vision d'ensemble de ce que vous souhaitez faire. Ce qui me paraît important, quoi qu'il en soit, j'ai déjà demandé cela plusieurs fois ici, c'est que les actions du développement durable soient des actions transverses par rapport à l'ensemble des actions que la ville peut conduire au quotidien. M. Peryagh vient d'énumérer un certain nombre d'axes globaux en parlant de santé, d'économie, d'urbanisation, etc. Ce qui me paraît important c'est que les actions de l'agenda 21 soient fléchées par rapport aux différentes actions menées globalement par cette ville. J'avais un temps demandé à ce que chaque délibération soit fléchée par rapport à une des actions de l'acte I de l'agenda 21. C'est une action qui me paraît encore d'actualité, et sur laquelle je pense qu'il faut qu'il y ait un véritable effort de réalisation et de mise en place. Nous allons voter cet agenda 21 avec les limites que je viens d'exposer. Je retiens un mot de votre présentation qui est le mot dynamique. Je pense que, pour qu'il puisse atteindre ses objectifs, qu'il puisse contribuer à ce que les enjeux du développement durable et de l'environnement soient des parties intégrantes de notre façon de vivre, je pense que cette notion de dynamique est indispensable dans la mise en place de cet agenda 21. Merci.

M. le Maire : Merci. Monsieur Id Elouali.

M. Id Elouali : Monsieur le Maire, chers collègues, bonsoir. Madame Brahimi, je vous remercie pour la présentation. J'entends ça et là des observations. J'aimerais juste rappeler ce que je disais lors des débats budgétaires, j'avais rappelé que s'il y a une chose à avoir en tête pour mesurer le degré de l'urgence c'est le premier jalon qu'avait posé le GIEC en disant attention, un premier palier est situé en 2030 et un second palier en 2050. Entre 2030

et maintenant, à l'échelle de la vie d'une commune, c'est juste deux mandats. Tout simplement pour vous dire le degré d'urgence que cela représente. J'aimerais rappeler également, je l'ai dit en Commission, que les experts viennent de revoir également les prévisions, hélas, à la hausse c'est-à-dire qu'en 2100 nous arriverions à plus 7 degrés de réchauffement. Tout cela nous invite vraiment à prendre les choses à cœur.

J'entends les observations, certaines sont fondées de mon point de vue et d'autres le sont beaucoup moins, mais je pense que même la définition, je viens d'entendre dire que le développement durable c'est préserver les besoins d'aujourd'hui et les besoins des enfants demain. Je pense que cette définition est caduque, nous la donnions dans les années 1980, 1990 où nous pensions qu'il était encore temps d'agir. Nous pensions que demain c'était 300 ans. Aujourd'hui, ce n'est pas les besoins de nos enfants, c'est nous ! La canicule que nous avons ressentie, c'est nous qui la ressentons, je ne parle même plus de nos enfants, pour vous dire l'emballement et l'urgence. Il faut arrêter de penser que le développement durable c'est encore les enfants, c'est déjà nous, et quand je dis, nous, c'est surtout les plus fragiles et les plus vulnérables parmi nous, c'est d'abord cela l'urgence climatique. Attention à ce que les définitions ne faussent pas la vision et le degré d'urgence. Nous parlons de transition écologique, moi j'ai presque envie de dire que ce mot de transition fausse aussi la chose. J'ai presque envie de dire qu'il faut désormais parler de l'accélération écologique. C'est un mouvement d'accélération que nous devons faire. Notre Président intervient aujourd'hui, peut-être pour ne pas dire grand-chose, mais il va intervenir sur une scène internationale et lors de la marche du climat de samedi dernier, vous avez bien vu les attentes, les exigences de la population pour dire que cela suffit pour l'inaction. Tout cela m'amène à dire que l'inaction n'est pas simplement au niveau de l'État, ce que j'avais aussi dit lors de ces débats budgétaires. L'action et le dynamisme, aujourd'hui, ce sont les territoires qui les impulsent. Moi je suis ravi de cet acte II, il ne sera pas complet Monsieur Briennon, il n'y a pas un agenda, aujourd'hui, qui dit je suis la baguette magique, je vais tout résoudre et je vais mettre le réchauffement climatique à zéro. L'exhaustivité n'est pas l'objectif. Je pense que l'objectif à atteindre c'est l'impulsion, c'est comment nous embarquons, comment les territoires embarquent à la fois les populations, mais embarquent aussi l'État.

Tout cela pour dire que je vais voter favorablement, avec Annick, pour cet acte-là au nom de cette urgence et au nom de ma conviction. Aujourd'hui, c'est aux territoires d'innover, l'État est responsable, mais nous devons aussi en tant que collectivité prendre notre responsabilité et je pense que ce qui nous est présenté aujourd'hui va dans le bon sens de ce qu'attend la population, mais cela ne sera pas suffisant, hélas. Merci.

M. le Maire : Madame Brahimi.

Mme Brahimi : Merci pour toutes vos remarques. Je vais vous apporter quelques éléments de réponse. Tout d'abord, sur les remarques faites par M. Panetta, je pense que dès 2010 quand nous avons décidé de nous doter d'un outil stratégique c'était pour permettre d'engager cette démarche collective avec les habitants. Si vous éparpillez un certain nombre d'actions, il n'y a pas de lisibilité, il n'y a pas de possibilités pour les habitants de s'intégrer dans cette démarche et il nous a semblé que nous avions vraiment besoin d'un outil stratégique. Nous avons choisi l'agenda 21, car il traitait aussi de questions cruciales, économiques, et que cela nous permettait d'avoir une plus grande lisibilité. Lisibilité pour les habitants, pour la population qui veut s'engager dans cette démarche, une lisibilité pour les services municipaux parce que c'est une démarche qui irrigue l'ensemble des politiques municipales, mais aussi une lisibilité pour nos partenaires. À l'extérieur de Choisy-le-Roi, quand nous sollicitons des financements, je pense en particulier quand le département finance l'élargissement du pont pour aménager une piste cyclable, c'est aussi parce que nous sommes reconnus comme une ville qui s'est engagée dans une démarche de développement durable. Si nous n'avions pas inscrit le développement de notre ville dans

cette démarche-là, environnementale et en faveur du développement durable, peut-être n'aurions-nous pas bénéficié de ces financements. Comme d'autres financements, à chaque fois, dont nous pouvons bénéficier parce que nous sommes dotés d'un agenda 21. D'ailleurs, l'agenda 21 est assez reconnu à l'extérieur de Choisy-le-Roi et nous avons obtenu un label national décerné par le ministère de l'Écologie ce qui prouvait que c'était un outil assez ambitieux et un vrai projet de ville durable sur lequel nous avons travaillé pendant plusieurs années.

Dire que le bilan est négatif, je vous l'ai dit, 63 %, nous avons eu un regard assez critique sur ce bilan, mais je pense « qu'il ne faut pas jeter le bébé avec l'eau du bain » ! Nous avons tout de même engagé la rénovation de l'éclairage public en réalisant des économies d'énergie, l'élargissement du pont donc l'aménagement d'une piste cyclable (c'était une action de l'agenda 21 qui est réalisée). Nous n'avons pas supprimé d'espaces verts à Choisy-le-Roi, pas du tout. Il est vrai que du fait de l'augmentation de l'offre de transport en commun et la réalisation du tramway, des travaux ont nécessité l'abattage des arbres sur la RD 5, mais ils seront replantés. C'est une bataille que nous avons menée avec Île-de-France Mobilités afin d'obtenir une replantation d'arbres.

Certes, le bilan n'est pas excellent. Je pense que nous avons eu des difficultés et je rejoins la remarque de Jean-Marc Briennon, j'avais trouvé que son idée à l'époque était excellente, de flécher les actions, les labelliser agenda 21. C'est vrai que nous n'avons jamais réussi à le faire, pourtant c'était une très bonne idée et dès le lendemain je me disais que nous devons essayer de mettre en place cette proposition parce qu'il est vrai que si chaque réalisation municipale était labellisée agenda 21, les habitants auraient encore plus la possibilité de comprendre la démarche, comprendre le sens de notre action municipale en faveur du développement durable. C'est une proposition que je garde parce qu'elle est intéressante et là où nous avons eu des difficultés c'est de faire travailler tous les services ensemble, la transversalité. Cela mérite aussi de revoir un peu l'organisation des services pour rendre cette transversalité beaucoup plus effective entre tous les services. C'est là où, quelquefois, nous avons rencontré des difficultés. Maintenant, moins dynamique, je vous ai dit ce n'est pas le premier agenda 21, c'est l'acte II, la poursuite de l'acte I. Il est donc normal de retrouver un certain nombre d'actions déjà présentes dans l'acte I, mais qui méritent d'être amplifiées, développées. Je vais m'arrêter là.

Pour les réflexions de M. Id Elouali, certes il y a urgence, mais je suis un petit peu plus optimiste que lui. Il faut militer aussi pour une société qui soit plus sobre, qui ait des modes de consommations plus responsables, plus éco responsables. Quand nous savons que nous avons utilisé toutes les ressources de la planète dès le mois d'août, je pense qu'il y a encore des marges et que nous avons encore une responsabilité pour la préservation des ressources pour les générations futures. Voilà ce que je pouvais vous dire. Merci.

M. le Maire : Monsieur Panetta.

M. Panetta : Monsieur le Maire, je me permets de vous redemander la parole parce que nous ayant dit de faire court, j'ai fait court. Pour autant, je peux faire plus long. Je retiens une chose, de ce qu'a dit M. Id Elouali, que je partage, nous sommes effectivement dans l'urgence. Pour moi, établir un agenda 21 c'est un frein. C'est comme le gouvernement, dès qu'un problème est rencontré ils font des rapports et pendant ce temps-là le problème n'est pas traité. Toute notre énergie, accompagnée de moyens, doit aller de suite vers les sujets à traiter, que vous avez développés et que je partage.

Je l'ai dit en préambule, c'est sur la forme. Ayant vécu l'agenda 21, flécher ceci, flécher cela... Nous nous promenons dans la rue, cela fait 60 ans que j'habite cette ville, je discute avec les Choisyens et les Choisyennes, en cinq minutes ils vont faire un agenda 21. Le

problème, c'est de réaliser ce dont nous avons besoin pour vivre mieux. Voilà, il faut donc changer de forme. J'ai fait un sondage dans la ville en demandant aux personnes ce qu'est un agenda 21, elles me demandent ce que c'est. De fait, encore du temps de perdu pour expliquer ce qu'est un agenda 21. Nous nous faisons plaisir, nous mettons des mots savants, nous nous réunissons, nous nous montrons intelligents c'est parfait, mais il y a l'urgence et là, je suis en phase complète. Nous n'allons pas développer toutes les urgences de notre ville, mais, puisque la campagne municipale approche je pense que chacun va dérouler ses urgences. Sur le fond, nous ne reprochons rien à personne, nous voudrions changer de vitesse et changer de méthode.

M. le Maire : Bien, y a-t-il d'autres demandes de prise de parole ? Madame Juhel.

Mme Juhel : Sans discuter avec les gens et sans les faire adhérer, nous avons des gens qui font des crises parce que soudainement des taxes sont mises sur l'essence. Alors, les Choisyens ne savent peut-être pas ce qu'est l'agenda 21, mais ils veulent tous avoir deux voitures. Ce n'est pas leur priorité d'isoler leurs logements, etc. Je pense que réfléchir avec la population, faire adhérer les gens, travailler en commun, c'est peut-être une perte de temps, mais c'est quand même ce qui fait gagner au final.

M. le Maire : Madame Massé.

Mme Massé : Merci Monsieur le Maire. J'entends qu'il y a urgence et les rapports nous les lisons et nous les mettons dans un coin. Juste pour information, ce matin a été présentée la méthodologie pour une budgétisation environnementale par l'IGF et je pense que cela peut peut-être nous servir en termes de fléchage sur le budget. Cela pourrait être un point sur comment nous faisons pour avancer sur l'agenda 21 et d'avoir des indicateurs. Je pense que cela répond un peu à ce que demandait M. Briennon. Je suis d'accord avec M. Panetta, il y a urgence, mais au moins c'est une méthodologie.

M. le Maire : Je mets donc aux voix.

La délibération n° 7 est adoptée à la majorité (32 pour, 10 abstentions).

M. le Maire : Quelques commentaires. J'ai envie de dire la démarche de l'agenda 21, c'est vrai que nous ne savons pas ce que cela veut dire agenda 21. Je me rappelle les propos de notre ancien Maire, Daniel Davisse lorsque Nadia avait dit : « *on va faire un agenda 21* » il avait dit : « *c'est quoi ce truc ?* ». De Gaulle aurait dit "c'est quoi ce machin ?". Ceci étant, ce qui est important n'est pas de savoir ce que cela veut dire, mais de voir quel impact ça peut avoir sur la vie des gens. Eh bien oui, moi je dis que notre engagement est essentiel. Bien sûr qu'il est essentiel et sur la base des trois piliers du développement durable puisque ce n'est pas qu'une histoire environnementale c'est aussi une question sociale, économique et nous pouvons même rajouter le terme culturel. Tout ce qui a été mis en place répond à cela. Ce qu'a dit M. Peryagh, c'est ce que nous trouvons dans tous les bouquins qui ont traité du développement durable depuis un certain nombre d'années et c'est un choix de le mettre. Ici, nous avons fait ce choix-là. D'autres communes ne l'ont pas fait, qu'attendent-elles pour le faire ? Je crois que ce serait bien de leur donner les contributions de réflexion de leurs amis politiques qui siègent ici, dans l'opposition. Peut-être d'ailleurs qu'ils seraient inspirés d'écouter l'opposition municipale de Choisy-le-Roi pour faire pareil dans leurs communes, c'est leurs amis qui leur donnent des conseils donc qu'ils le fassent.

Nous, le plan d'action que nous avons mis en place ce n'est pas pour nous faire plaisir, mais c'est pour agir. Nadia Brahimi a mentionné un certain nombre de choses, mais si nous reprenons les propos de M. Peryagh, lutter contre la pauvreté, oui lutter contre la pauvreté et ce n'est pas nouveau à Choisy-le-Roi, c'est permettre aux uns et aux autres de pouvoir vivre dignement, d'avoir un logement et d'avoir un toit pour tous malgré toutes les difficultés. C'est

oser s'engager dans le logement social, c'est notre CCAS, c'est la question du quotient familial pour permettre à toutes les familles, quelles que soient leurs ressources, de pouvoir bénéficier des services publics. Ce sont des formes de services publics, c'est aussi s'engager pour les économies d'énergie, Nadia le reprécisait tout à l'heure, ce sont près de 1500 points lumineux qui ont été changés à Choisy-le-Roi, avec des LED basses consommations. Nous l'avons fait et nous l'avons fait durant ce mandat. Avec la géothermie, nous chauffons nos écoles, ce sont les panneaux photovoltaïques sur différents équipements communaux, la réappropriation de la Seine avec le travail que nous avons fait avec nos partenaires Haropa, la SADEV et le département. C'est le travail sur les mobilités. Je pourrais en dire encore et encore, c'est la rénovation de notre parc-autos avec nos voitures hybrides et électriques, nous l'avons fait pendant ce mandat et nous continuons. Cela c'est du concret et c'est la vie des gens. Moi, je suis fier en effet d'être dans cette équipe qui travaille à la mise en place de cet agenda 21, parce que pour moi l'écologie ce n'est pas qu'une histoire d'arbres, ce n'est pas qu'une histoire de jardins partagés, c'est le rapport de l'humain avec la planète et dans tout ce qui fait les composantes de sa vie. Dans ce cadre-là, moi, je me sens écologiste. Alors, la municipalité, oui, elle est dans cette démarche écologique et de développement durable.

Pour poursuivre sur ces questions essentielles de l'avenir de la planète et de ce qui nous fait vivre, nous passons à l'avis suivant que nous avons à donner.

→ 8. Avis sur le plan de prévention du bruit dans l'environnement de la Métropole du Grand Paris

M. le Maire : Nadia Brahimi.

M^{me} Brahimi : Depuis la directive européenne de 2002 sur l'évaluation et la gestion du bruit dans l'environnement et sa transposition dans le Code de l'environnement français, les agglomérations de plus de 100 000 habitants et les gestionnaires d'infrastructures de transport sont tenus d'élaborer et de mettre à jour tous les cinq ans des cartes de bruit et des plans d'actions pour prévenir et réduire le bruit dû aux transports routier, ferroviaire, aérien et à l'industrie.

C'est dans ce cadre que la Métropole du Grand Paris, qui exerce depuis le 1^{er} janvier 2018 la compétence de lutte contre les nuisances sonores, a engagé un travail d'élaboration d'un plan de prévention du bruit dans l'environnement, complémentaire des plans des gestionnaires des grandes infrastructures et structures des territoires. Pour cela, elle s'est appuyée sur un diagnostic réalisé par Bruitparif qui a produit des cartes stratégiques de bruit et des diagnostics acoustiques. Ce sont donc ces documents qui ont servi de base pour l'élaboration de ce premier plan qui est un outil opérationnel de lutte contre les nuisances sonores, un document stratégique pour la gestion de l'environnement sonore. Ce document a vocation à s'articuler avec les autres documents d'orientations relatifs aux politiques urbaines comme, par exemple, les PLU. Suite à ce travail, le plan de prévention du bruit dans l'environnement a fait l'objet d'un premier arrêt en Conseil métropolitain le 21 juin 2019. Les maires et les présidents d'EPT de la métropole doivent maintenant donner un avis d'ici le 30 septembre 2019 ensuite, ce plan sera adopté définitivement pour une durée de trois ans avec une mise à jour en 2024. Le plan pour 2019-2023, tel qu'élaboré par la Métropole du Grand Paris, se décline en trois axes :

- un diagnostic des secteurs à enjeux c'est-à-dire les zones à l'intérieur desquelles les populations subissent le plus de nuisances et les zones calmes qu'il faut préserver ;
- un recueil d'actions à réaliser par l'ensemble des gestionnaires d'infrastructures, des actions complémentaires qui seront portées par la Métropole du Grand Paris et

financées par elle, notamment via le fonds d'investissement métropolitain qui sera une sorte de guichet unique ;

- l'identification des secteurs les plus impactés par le bruit, et basée sur les diagnostics réalisés par Bruitparif qui ont été réactualisés en février 2019. Ainsi, il apparaît que 90 % de la population de la zone dense est exposée à des niveaux sonores supérieurs à ceux recommandés par l'OMS. Avec de plus, des impacts importants sur la santé et une diminution de leur espérance de vie. L'étude met également en évidence des zones dites multi exposées nécessitant une approche globale impliquant l'ensemble des gestionnaires dans laquelle la MGP s'impliquera en premier lieu. Ce diagnostic a été complété et croisé avec d'autres sources de nuisances ainsi que par des éléments fournis par les collectivités et les gestionnaires.

Tout ce travail a donc abouti à sélectionner huit secteurs à enjeux, priorités multi exposées et quatre secteurs non multi exposés, mais très fortement impactés par le bruit routier. Compte tenu de tous ces éléments et compte tenu de la situation de Choisy-le-Roi, ville située à proximité d'Orly, nous connaissons ces problématiques avec la traversée par l'autoroute A86, par le RER C, par les grandes routes départementales à vocation nationales, et pour lesquelles Bruitparif a identifié neuf zones exposées au bruit. Il est incompréhensible que notre ville soit exclue des secteurs identifiés prioritaires par la métropole. Donc, ne pas intégrer Choisy-le-Roi dans un secteur prioritaire signifie que nous ne pourrions pas bénéficier de soutiens financiers pour mener des actions d'isolation phonique ou de résorption du bruit. Si nous approuvons la démarche de mise en place d'un plan de prévention du bruit dans l'environnement, nous vous proposons sur cet avis, qui nous est demandé par la Métropole du Grand Paris, d'émettre un avis défavorable. L'EPT est également saisi pour avis et ce dernier a repris dans son avis les réserves concernant l'intégration de Choisy-le-Roi dans ce plan et dans les secteurs à enjeux prioritaires. Je vous remercie.

M. le Maire : Merci pour cette explication précise et claire. Y a-t-il des demandes d'interventions ? Monsieur Panetta.

M. Panetta : Je me réjouis qu'enfin nous nous penchions sur la question du bruit qui, si je ne me trompe pas, avait été décrétée grande cause nationale il y a déjà sept, huit ou neuf ans, mais évidemment c'est tombé « aux oubliettes », sûrement victime de réunions ou de rapports et peut-être d'agenda 29 ou 32. Cela illustre parfaitement ce dont nous venons de discuter auparavant. Je n'ai pas vu tout ce qui a été délimité dans l'agenda 21, mais je suppose que le bruit doit en faire partie puisque la tranquillité d'une ville ne peut pas échapper à l'agenda 21. Sur Choisy-le-Roi, vous vous promenez le soir et vous voyez des groupes nombreux qui consomment de l'alcool et qui sont sous les fenêtres de personnes qui travaillent jusqu'à 2 heures du matin. Cela devient insupportable. Le bruit commence aussi par faire cesser ces attitudes, cela commence aussi par faire cesser le rodéo sauvage avec les pots d'échappement qui « pétaradent » à je ne sais combien de décibels et cela c'est notre responsabilité directe, il n'y a pas besoin de se réunir, il suffit d'agir. Les voitures, c'est peut-être un peu plus difficile puisque maintenant la mode c'est de mettre la sono au maximum avec 200 watts dans la voiture. De plus, nous entendons cela à des kilomètres à la ronde. Je ne vous incrimine pas là-dessus, mais c'est pour illustrer l'urgence dans laquelle nous sommes. Notre volonté, c'est d'agir immédiatement avec force contre tout ce qui est néfaste à notre ville et aux habitants. Nous vous suivrons dans la recommandation de vote sur ce sujet, nous en avons discuté, nous partageons ce que vous avez expliqué. Merci.

M. le Maire : Merci. Y a-t-il d'autres demandes de prise de parole ? Je n'en vois pas. Simplement pour préciser, c'est un avis qui nous est demandé. Le fait que nous donnions un avis défavorable c'est pour nous faire entendre, vous l'avez bien compris et que dans le

document finalisé les éléments puissent être pris en considération et que nous puissions être réintégrés dans le document final. J'ai, cette semaine, discuté avec la vice-présidente, au Grand-Orly Seine Bièvre, chargée de cette question-là. De fait, les réserves que nous mentionnons vont être fortement identifiées aussi au territoire et, en fonction de cela, sachez que j'ai écrit une lettre aussi au Président Ollier qui fera suite à notre décision et notre avis afin que ce soit argumenté et que les éléments que nous porterons puissent être intégrés au plan. Je suis assez optimiste pour que nous puissions être entendus dans le document qui sera finalisé, mais pour le moment, en l'état, je crois que c'est important de marquer notre désapprobation. Je passe au vote.

La délibération n° 8 est adoptée à l'unanimité.

→ 9. Actions d'éducation au développement durable à destination du public scolaire sur l'année 2019-2020 : approbation de la convention à passer avec l'association Nature et Société

M. le Maire : Y a-t-il des réactions sur cette mise en place de la convention ? Je n'en vois pas. Monsieur Panetta, qui va nous dire ce qu'il avait dit l'an dernier et les années précédentes encore.

M. Panetta : Non, je suis heureux depuis deux ans de faire plaisir à Nadia en votant ses résolutions.

M. le Maire : C'est une histoire éducative, surtout pour les enfants Choisyens.

M. Panetta : Tout est plaisir si nous le voulons bien.

M. le Maire : Je soumetts directement au vote.

La délibération n° 9 est adoptée à l'unanimité.

M. le Maire : Je trouve que c'est bien que nous montrions notre détermination et notre volonté éducative parce que les enseignants aussi s'engagent dans cette démarche-là et qu'ils en soient remerciés. Nous passons à la dixième délibération.

RESSOURCES HUMAINES

→ 10. Modification du tableau des effectifs du personnel communal

M. le Maire : Ce sont des choses ordinaires, pas de réaction ? Nous approuvons, je vous remercie.

La délibération n° 10 est adoptée à l'unanimité.

HABITAT

→ 11. Garantie d'emprunt accordée à l'Entreprise sociale pour l'habitat (ESH) Batigère en Île-de-France pour la construction de 66 logements locatifs intermédiaires, sis 11, place Lucie Aubrac dans l'opération d'aménagement de la Fonderie fine

M. le Maire : C'est en lien avec l'opération de la fonderie fine. Nous saluons les collègues du développement durable qui ont été fortement remerciés. Nous revenons sur cette garantie d'emprunt. Y a-t-il des remarques ? Monsieur Panetta.

M. Panetta : Monsieur le Maire, en cohérence avec ce que nous avons expliqué lors de précédents Conseils municipaux, nous allons voter contre. Non pas sur le fond, mais parce que ce qui a été construit rue Anatole France est une monstruosité, c'est impressionnant le bétonnage que nous pouvons y voir. Nous commençons même à dénombrer des accidents. J'ai déjà vu trois personnes se promener avec trois Pitbulls non attachés, dont deux qui se sont attaqués à une personne, une plainte a été déposée.

Cela, personne n'y peut rien, mais je l'ai déjà dit ici, Choisy-le-Roi est trop petite pour accueillir de nouvelles constructions. Avec 66 logements, chaque famille aura une voiture donc 66 voitures de plus. Plus la première tranche de la résidence étudiante avec 100 voitures de plus. Cela fait partie des choses où il n'y a pas besoin pour notre groupe de se réunir, il suffit d'entendre les gens du quartier de Choisy-le-Roi, ils n'en peuvent plus. Des voitures, des trottoirs empiétés, des amendes qui vont avec et cela je ne vous le reproche pas parce que lorsque des voitures sont sur le trottoir il faut bien essayer de débarrasser les trottoirs de ces voitures. Cependant, à mon sens, nous avons d'autres solutions que de mettre des amendes (quelquefois irréflechies) c'est-à-dire d'interdire l'accès aux trottoirs. Alors, où se mettront les voitures ? Bien sûr, il y a le tramway donc nous n'aurons plus de voitures, merveilleux ! Eh bien si, même avec le tramway les voitures sont de plus en plus nombreuses. Déjà, je crois qu'une des solutions, c'est de bien analyser notre territoire. Cela devient irrespirable, et il faut cesser toute forme de construction, il y a d'autres solutions pour loger les gens en très grande précarité, j'aimerais bien que Vallophie fasse un état des logements pour savoir très exactement qui sont les gens qui occupent les logements. Je suis persuadé qu'un certain nombre de logements est à récupérer et qu'ils devraient aller à des personnes qui y ont droit alors que d'autres qui n'y ont pas droit les occupent. Ce n'est pas propre à Choisy-le-Roi, c'est propre à beaucoup de villes et il serait temps qu'un jour nous nous penchions sur ce problème. Merci.

M. le Maire : Bien, y a-t-il d'autres réactions ? Madame Baron et Monsieur Briennon.

M^{me} Baron : Bonsoir. Ma réaction est à peu près la même. Déjà, le site de la fonderie fine est un endroit exposé aux nuisances, nous venons de parler du bruit et là, avec le chemin de fer qui passe en dessous c'est un endroit de nuisances sonores, de nuisances de pollutions puisque ça n'a pas été entièrement dépollué ou très partiellement. Quand vous aurez vos arbres et les racines qui vont monter sur les feuilles, ce sera de la pollution et non pas de la verdure. D'autre part, c'est encore bétonné et là nous pouvons dire que c'est presque bétonné pour le plaisir avec tout ce que nous aurons comme habitations concentrées sur un petit terrain. Également, pour ce qui vient d'être dit pour les personnes qui demandent des logements, j'ai toujours voté, malgré le fait que nous soyons contre le bétonnage, les logements parce qu'en tant qu'association d'aide aux personnes en difficulté beaucoup de gens me demandent des logements, certains dorment dans leur voiture n'ayant pas d'appartement. Ils sont sur la liste depuis plus de dix ans. Effectivement, pour qui sont les logements ? Ils sont pour les nouveaux venus et pas pour ceux qui sont en attente donc nous allons voter contre.

M. le Maire : Merci pour cette explication de vote. Monsieur Briennon.

M. Briennon : Je partage le constat d'une densification qui devient à la limite du supportable dans ce secteur qui était une activité industrielle. Si j'ai bien compté, nous en sommes à plus de 600 logements sans compter la résidence étudiante. Cela veut dire des infrastructures à mettre en place autour. Nous avons déjà un établissement scolaire qui est monstrueux dans

ce quartier-là et nous sommes sur des éléments que nous ne pouvons plus accepter. Néanmoins, nous parlons de logements locatifs intermédiaires donc dans ce cadre-là nous n'allons pas voter contre. Pour notre part, nous allons nous abstenir. Ceci étant dit, je vous demande instamment de faire en sorte que les parkings qui sont évoqués dans les notices soient indissociables des logements. Pour moi, il n'est plus possible et plus envisageable de faire en sorte que des logements puissent être loués sans les parkings attribués de façon à ce que nous évitions cette problématique de voitures sur les routes, sur les rues, etc. Merci.

M. le Maire : Nous allons passer au vote puisque j'ai compris qu'il y avait de l'abstention, du contre, et il y aura du pour.

La délibération n° 11 est adoptée à la majorité (30 pour, 10 contre, 2 abstentions).

M. le Maire : Je trouve que ce que nous venons d'entendre est très intéressant. La droite choisyenne s'affirme fortement contre les constructions de logements dans notre ville. Je trouve cela intéressant qu'elle puisse le dire aussi aux Choisyens, aux plus de 4100 demandeurs de logement de Choisy-le-Roi. Je pense que certains d'entre vous, vous n'êtes pas à une contradiction près, de ce point de vue parce qu'il est impossible de dire à la fois que des gens arrivent, qu'il faut à tout prix les loger, interpellé le service et d'un autre côté en séance voter contre les garanties d'emprunt. Encore, M. Briennon a perçu que c'était du logement intermédiaire.

Tout de même, vous avez oublié aussi ce qui se passe sur cette opération. Plus de 5000 mètres carrés économiques qui arrivent et du logement étudiant, c'est-à-dire résidentiel, résidence spécifique. J'ai l'impression que vous aimez la ville, mais je ne sais pas si vous aimez bien les Choisyens et les Choisyennes, je me pose cette question. Nous reprocher de bétonner, en plus bétonner pour le plaisir ! Il faut dire cela aux demandeurs de logement. Si nous pouvons leur permettre de vivre dignement, eh bien je suis fier d'être un maire bâtisseur et de participer à l'effort qui nous est demandé par la Région et par l'État ainsi que par votre ami de la métropole, M. Ollier, et nous y participons. Nous restons sur notre pourcentage qu'est la politique des tiers et nous nous y tenons. Une des maires, qui est proche de vous et qui commence à s'engager, c'est la maire d'Ormesson, elle a fait du logement social à Ormesson. Même dans le rapport du préfet, qu'il a présenté devant les conseillers départementaux, cela a été notifié, c'est dire que c'est une exception. Ce n'est pas Sylvain Berlioz qui l'a fait, ce n'est pas Richard Dell'Agnola. Eh bien nous, nous le faisons parce que des Choisyens sont là, leurs enfants grandissent et ils ont envie de rester à Choisy-le-Roi. Il faut donc aussi leur offrir cette possibilité-là sinon ce n'est pas 4100 demandeurs que nous aurions à Choisy-le-Roi, ce serait beaucoup plus. En tout cas, votre position est claire et je sais que sur ce point de vue là nous n'aurons pas du tout les mêmes choix et les mêmes options politiques.

→ 12. Cession de l'EHPAD COALLIA sis 4, allée des Lilas au groupe ADEF Résidence Val-de-Marne et transfert de la garantie des emprunts

M. le Maire : Y a-t-il des demandes d'explications ou de prises de parole sur ce point ? Monsieur Panetta.

M. Panetta : Monsieur le Maire, nous sommes toujours dans le logement. Là, il ne s'agit pas de ce que nous venons de voter précédemment, c'est technique, nous allons voter pour. Permettez-moi tout de même de vous dire, Monsieur le Maire, que le petit exercice auquel vous vous êtes livré là est proprement scandaleux. Alors, vous préparez votre élection, le parti communiste, tout le monde s'y met, vous avez une puissance financière terrible derrière vous, très bien ! Seulement, ce que je vous demande solennellement ici, Monsieur le Maire, plutôt que de faire des procès d'attention c'est de respecter le choix d'élus démocratiquement élus. Ce n'est pas parce que nous ne partageons pas votre vision de la

gestion d'une ville, ce n'est pas parce que nous sommes contre le bétonnage à outrance, ce n'est pas parce que nous ne voulons pas que les gens soient affaiblis par vos décisions que vous devez mettre en cause notre amour des Choisyens et des Choisyennes.

Je suis dans cette ville depuis plus longtemps que vous, je l'habite depuis 60 ans. Nombre de vos amis de gauche ont quitté cette ville pour habiter des villes de droite, je ne vous dirai pas qui, vous savez où habitent les anciens communistes, ils n'habitent pas dans des HLM, ils sont tranquilles. Là, franchement, nous avons toujours eu de bons rapports, mais jamais je ne vous laisserais dire cela. Je suis sur les marchés, Monsieur le Maire, je tracte. Lorsque les gens viennent me voir, effectivement ils demandent des logements et effectivement ce sont de nouveaux arrivants parce qu'ils sont venus ici avec de fausses promesses. Je leur dis la vérité. Je leur dis quel est notre programme, je leur dis ce qu'attendent les Choisyens...

M. le Maire : Votre programme, vous le développerez dans d'autres circonstances.

M. Panetta : Non, Monsieur le Maire, permettez-moi de vous répondre. Vous avez mis en cause notre intégrité. Oui, lorsque les gens viennent nous demander des logements nous ne leur disons pas qu'ils auront un logement pour avoir leur voix. Je leur dis que sur Choisy-le-Roi nous ne pouvons plus construire, je leur explique ce que je vous dis ici. Je sais que j'ai été dans ces associations de locataires, je vais dans les HLM, et les gens qui y sont n'en peuvent plus. Alors, votre rengaine sur le défenseur des pauvres, cela suffit. J'estime défendre les pauvres plus que vous parce que je me préoccupe de leur ascension sociale, ce que votre parti n'a jamais fait !

M. le Maire : Sachez que je ne suis pas là en tant que représentant de parti, je suis le maire de tous les Choisyens et dans les 4100 demandeurs de logements il y a tous Choisyens, quelles que soient leur origine et leur appartenance politique, Monsieur Panetta.

M. Panetta : Je ne vois aucune raison pour que ce conseil se passe mal, mais respectez nos avis. Ce n'est pas parce que nous avons des avis différents que nous aimons les gens moins que vous. C'est ce que vous avez dit, c'est ce que vous avez développé et c'est scandaleux, surtout de la part d'un Maire qui doit être le maire de tous. Si vous étiez plus souvent dans la ville, au contact des vraies gens peut-être que vous entendriez leur détresse. Vous rigolez, Monsieur le Maire ! Moi j'ai vu des gens pleurer au marché, pleurer Monsieur le Maire, d'anciens communistes qui pleuraient devant l'état de leur ville, qui pleuraient du traitement qui leur est fait au travail, pleurer Monsieur le Maire ! Mais cela, ou vous ne voulez pas l'entendre ou vous êtes sur une autre planète. J'espère ainsi que nous allons continuer objectivement en nous respectant et en respectant les avis des uns et des autres. Merci.

M. le Maire : Ce qui est étonnant, Monsieur Panetta, c'est que j'ai l'impression que vous prenez certains des propos qui sortent de ma bouche pour vous. Il faudrait que je détaille à chaque fois à qui ils sont adressés. Cette attitude perpétuellement sur la défensive se transforme en attaque sans développer de pensée, sans développer de projet, sans développer un argumentaire construit est étonnante. Et vous osez me dire que je ne vais pas dans la ville, c'est cela qui me fait rire, Monsieur Panetta, sérieusement, cela me fait fortement rire de vous entendre dire que je suis sur une autre planète.

Bien, en tout cas, c'est signe que le débat sur la question de l'habitat est un débat intéressant. Cela tombe bien puisque le congrès d'ESH se tient depuis deux jours et nous allons attendre ce que va dire le ministre demain. Je pense que nous aurons de bonnes nouvelles sur la défense du logement social. Cela aussi ce sera une autre planète d'écouter les inepties qui seront dites demain. Nous poursuivons parce que je pensais que vous vouliez parler de la cession. De plus, si vous voulez réagir à chaque fois que je vais

intervenir nous n'allons pas avancer et pour votre anniversaire cela va être embêtant pour le gâteau de ce soir.

Bien, revenons à notre sujet. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Nous passons au vote.

La délibération n° 12 est adoptée à l'unanimité.

→ 13. Cession d'actifs immobiliers de COALLIA à COALLIA HABITAT : - transfert des prêts contractés par COALLIA auprès de la Caisse des Dépôts et consignations pour la reconstruction de la résidence sociale sise 76 rue du Four

M. le Maire : Il s'agit de faire des transferts de prêts contractés par COALLIA qui devient COALLIA Habitat. Y a-t-il des remarques sur cette délibération ? Monsieur Panetta.

M. Panetta : Nous allons voter pour. Comme vous avez fait allusion au gouvernement, moi aussi je fais ma petite partition. Bien sûr que nous sommes pour le logement social et certainement qu'il est maltraité notamment au niveau des loyers, je partage tout à fait et nous avons aussi des méthodes pour éviter cela. D'ailleurs, nous avons ensuite un vœu sur l'encadrement des loyers que nous allons voter sans problème du tout. Nous faisons partie des gens, oui, qui pensent que le loyer est beaucoup trop cher, nous faisons partie des gens qui pensent que ce qui se passe à Paris c'est proprement scandaleux, cela se passe d'ailleurs dans la plupart des capitales d'Europe comme Lisbonne, Paris. Il se passe la même chose partout. Les gens originaires de ces capitales sont obligés de quitter ces lieux de vie, obligés de quitter leurs amis, obligés de quitter tout ce qu'ils aimaient simplement parce que la puissance financière arrive à monopoliser les appartements, fait monter les prix. Là-dessus, sur ce combat, je vous rejoins. Cela ne veut pas dire que tout doit être construit à Choisy-le-Roi. Merci.

M. le Maire : Donc, pour la cession ? Pour le réaménagement des actifs, pas de réactions ? C'est le réaménagement auprès de la Caisse des Dépôts et ensuite nous verrons par rapport à Action Logement. Sur la Caisse des Dépôts pas de problème ? Adopté.

La délibération n° 13 est adoptée à l'unanimité.

→ 14. Cession d'actifs immobiliers de COALLIA à COALLIA HABITAT : - réaménagement et transfert du prêt contracté par COALLIA auprès d'Action logement (ex-collecteur 1 % Alliance) à COALLIA HABITAT pour la reconstruction de la résidence sociale sise 76 rue du Four

M. le Maire : Pas de problèmes ? Adopté.

La délibération n° 14 est adoptée à l'unanimité.

→ 15. Encadrement des loyers : demande de la commune de Choisy-le-Roi à l'EPT Grand-Orly Seine Bièvre d'être intégré dans le périmètre d'expérimentation

M. le Maire : Nous avons voté un vœu, mais là, c'est une délibération. Pour nous l'expliquer, Gabriel Roche.

M. Roche : Je vais tenter de l'expliquer, car j'entends certaines choses et je ne sais pas de quoi nous parlons. Je vais essayer de resituer Choisy-le-Roi au regard de l'EPT, dans le Val-de-Marne et dans la Métropole du Grand Paris, car tout cela est lié et tout cela doit être comparé au regard de ce que nous demande la loi ELAN. Cette loi ELAN qui est l'évolution du logement, de l'aménagement et du numérique offre la possibilité aux communes situées

en zone tendue, ce qui est notre cas, de participer à un dispositif expérimental d'encadrement des loyers dans le secteur privé. Nous avons fait ici le choix d'en faire partie et ce soir nous allons voter cette délibération.

Nous avons quatre critères :

- Un premier critère qui est l'écart entre le niveau moyen de loyers constatés dans le parc locatif privé et le loyer moyen pratiqué dans le parc locatif social.

Nous sommes sur des valeurs moyennes, nous verrons toute à l'heure qu'entre un indicateur médian et une moyenne nous pouvons avoir des écarts importants. Si nous faisons une moyenne et que dans cette moyenne il y a hétérogénéité entre les chiffres, l'écart est important. Par exemple, c'est le cas dans la finance où nous avons 10 % qui gagnent 80 %. Là, nous sommes avec un écart moyen qui ne veut rien dire puisque ces grosses sommes vont influencer la moyenne. Pour autant, plus des 90 % de la population ne vivent pas à ces niveaux.

- Le deuxième critère est le niveau de loyer médian pour vérifier s'il est élevé, s'il correspond à quelque chose d'hétérogène ou d'homogène.
- Le troisième critère est le taux de logements commencés par rapport aux logements existants sur les cinq dernières années.

Là aussi, nous verrons que c'est assez compliqué à appréhender sur cinq ans lorsque nous savons ce qu'est une opération urbaine.

- Le quatrième critère qui est le critère des perspectives limitées de production pluriannuelle de logements inscrits dans le programme social de l'habitat et les faibles perspectives d'évolution de celle-ci.

Sur le premier critère, nous avons un écart moyen de seulement 10 euros entre le loyer moyen du parc de logement privé et du parc de logement social à Choisy-le-Roi, quand celui-ci varie de 6 à 18 euros pour les communes de la MGP. Au regard de ce faible écart, il faut noter que l'écart entre le loyer moyen du logement privé et celui du logement social est largement influencé par le marché de l'immobilier privé de Paris et des communes limitrophes. Si nous regardons que Choisy-le-Roi n'est pas desservie par un métro, donc n'est pas complètement rattachée au maillage, nous nous apercevons que nous sommes une ville qui fait partie des 40 % des communes où cet écart est le plus élevé. C'est-à-dire qu'il est faible en comparaison de villes comme Paris, Ivry qui sont complètement dans le maillage urbain de la métropole, mais nous qui ne sommes pas au même niveau, nous nous apercevons que nous sommes élevés. Ainsi, nous devons toujours garder cette idée de ce que nous comparons et de ce dont nous parlons. Nous sommes donc légitimes sur ce premier critère.

Sur le deuxième critère, le loyer de niveau médian, ici, est élevé. Le loyer médian dans le privé à Choisy-le-Roi est de 16, médian étant le niveau en dessous duquel 50 % des personnes payent un loyer inférieur et au-dessus duquel 50% des personnes payent un loyer supérieur. Ce n'est pas une moyenne donc là-dessus, le marché peut être considéré comme médian en 2018. Nous nous apercevons que nous avons une convergence entre les loyers moyens et les loyers médians. Aujourd'hui, nous avons une relative homogénéité des prix sur l'ensemble des logements à Choisy-le-Roi, privé/public. Nous sommes assez homogènes. Par contre, le marché immobilier des communes est très influencé par la proximité du métro et nous voyons aussi que notre ville est très demandée par des investisseurs qui savent qu'avec le maillage qui va se faire notre ville est attractive. Mais eux

ne le regardent pas sur cinq années, ils le regardent sur une vingtaine d'années donc c'est un investissement. Là, nous risquons d'avoir des investissements importants où aujourd'hui nous avons quelque chose d'assez homogène. C'est donc une manière de protéger cette homogénéité.

Ensuite, le troisième critère est le plus pénalisant pour nous. Un taux de logements commencés sur les cinq dernières années, rapporté aux logements existants. Là-dessus, nous avons un taux qui sera tronqué parce que nous avons une importante opération de renouvellement urbain qui est faite sur la ville jusqu'en 2028. Or, nous n'allons regarder que les cinq années donc cela n'a aucun sens de le porter sur ce critère. Par ailleurs, sur la période 2013-2017 nous avons un taux plutôt élevé, mais nous demandons à ce que cela soit rapporté sur une période plus large, car nous sommes un territoire traversé par de fortes opérations de renouvellement urbain.

Enfin, le quatrième critère c'est un taux moyen prévu à Choisy-le-Roi au cours de la période à venir, 2018-2022, dans la moyenne haute puisque nous sommes à 1,8 % par an. C'est ce qui nous est imposé par l'État. Comme pour le critère précédent, il est important de noter que les perspectives de production pluriannuelle de logement sur la période à venir 2018-2027 s'établissent à 209 logements soumis au marché immobilier par an soit un taux annuel de 1,5 %. Une comparaison de ce critère ainsi calculé avec les trois territoires supra communaux étudiés permettrait de qualifier l'effort de construction à venir à Choisy-le-Roi. Pour l'instant, nous ne pouvons pas nous comparer parce que nous ne connaissons pas ces chiffres. Au vu de ces éléments et argumentant la réponse aux quatre critères définis par la loi ELAN, la commune de Choisy-le-Roi se porte candidate à l'encadrement des loyers compte tenu des enjeux liés à la maîtrise des prix pour un logement abordable dans le parc existant et des constructions neuves. Merci.

M. le Maire : Merci, Gabriel Roche, pour ces explications. Y a-t-il des demandes d'interventions, de précisions ? Je ne vois pas de prise de parole donc je sou mets aux voix.

La délibération n° 15 est adoptée à l'unanimité.

M. le Maire : Si Gabriel Roche a fait un détour par ces éléments techniques c'est parce que nous n'étions pas certains de pouvoir rentrer dans ces quatre critères. Il a fallu faire avec les services un travail beaucoup plus précis d'où les explications qui vous ont été faites. Nous pouvons donc entrer dans ces critères et demander à intégrer ce dispositif. Je vous remercie.

DÉVELOPPEMENT LOCAL CITOYENNETÉ

→ 16. Répartition de la subvention aux associations locales pour la location d'un transport collectif, année 2019 – (4^e répartition)

M. le Maire : Nous avons l'habitude de les passer. Y a-t-il des remarques spécifiques sur le sujet ? Je n'en vois pas. Nous passons aux voix. Adopté. Je vous remercie.

La délibération n° 16 est adoptée à l'unanimité.

VIE INTERNATIONALE

→ 17. Approbation de l'avenant n° 1 à la convention de financement passée avec l'AFD concernant le projet de coopération décentralisée « Un marché pour Tringa-Maréna » au Mali

M. le Maire : Je proposerai que M. Ziegelmeyer nous explique le pourquoi du retrait ainsi que pour l'autre délibération. D'abord celle-là.

M. Ziegelmeyer : L'information tout de suite du report de la deuxième délibération c'est à la fois une bonne nouvelle puisqu'au lieu de nous proposer une dotation de 40 000 euros il nous sera proposé une dotation de 55 000 euros. C'est un vrai plus, mais cela oblige à affiner administrativement et techniquement les relations entre les différents bailleurs et notamment avec l'Agence française de développement avec laquelle nous devons avoir un certain nombre de discussions et amender la convention que nous avons votée au début de cette année. Nous sommes obligés de l'amender encore une fois pour une bonne nouvelle, car passer d'une subvention de 40 000 à 55 000, ce n'est pas tous les matins !

Deuxième information avant de passer à cette délibération, suite à la mission de la pose de la première pierre au printemps dernier avec Patrice Diguët, nous avons fait solennellement la demande sous la plume de Monsieur le Maire aux autorités consulaires de financer les mesures de sécurité indispensables afférentes aux missions (qu'elles soient politiques, mais surtout aux missions techniques). La réponse de l'ambassade est que cela continuera à être pris sur les finances du projet. C'est tout de même un problème puisque ce que l'État nous donne d'un côté il nous le reprend de l'autre. Nous continuerons donc à intervenir pour essayer d'obtenir ce financement parce qu'il est hors de questions pour nous d'annuler les missions techniques bien que le pays soit toujours dans une situation de guerre réelle. En même temps, il est hors de question pour nous de payer la sécurité de missions qui, espérons-le, permettent d'aller un peu plus vers la paix dans ce pays.

Pour ce qui est de la délibération, la seule délibération qui vous est proposée ce soir, nous continuons d'être dans un travail de consolidation administrative après la pose de la première pierre. Malgré la situation sur place, nos amis maliens continuent à nous fournir les éléments administratifs nécessaires, je pense à l'exonération des taxes, nous l'avons, Patrice et moi, négociée avec le ministre en charge des travaux et du développement économique sur place. Manque de chance, une semaine après notre retour il était démis de ses fonctions. Un certain nombre de questions foncières et de notre côté nous devons cadrer au mieux les documents afférents à ce projet d'où le petit amendement à la convention où nous avons oublié les différents partenaires autour de la table. Ce qui est une richesse de ce projet, mais aussi une difficulté, souvent, d'un point de vue administratif. Nous avons oublié que la fondation SADEV est quand même un des acteurs centraux de la mise en œuvre du projet et donc leur nom doit apparaître dans cet amendement.

M. le Maire : Merci. Des demandes de prise de parole ? Je n'en vois pas. Adopté.

La délibération n° 17 est adoptée à l'unanimité.

→ 18. Jumelage Hennigsdorf-Choisy-le-Roi : attribution d'une subvention entre la commune et le Centre de secours de Choisy-le-Roi dans le cadre de l'opération « La Foulée 18 » le 16 novembre 2019

M. le Maire : Y a-t-il des remarques spécifiques ? Laurent Ziegelmeyer.

M. Ziegelmeier : Simplement un élément de compréhension. Comme vous le savez tous, suite à l'arrêt des activités du comité de jumelage nous avons repris l'intégralité des financements et notamment les relations avec la caserne de pompiers qui font partie des nombreuses actions que nous menons depuis plusieurs dizaines d'années avec nos collègues allemands. Je pense au tournoi de volley-ball, je pense à la participation au tournoi de football récent, je pense à l'aviron, je pense aux collégiens qui cette semaine sont à Choisy-le-Roi après une année de pause dans les échanges, etc. La caserne de pompiers nous a fait cette demande. Je pense que le jumelage entre ces deux casernes de pompiers est un élément majeur et central de nos échanges avec l'Allemagne qui d'ailleurs, si je vous faisais la liste intégrale vous montrerait une fois de plus que les échanges internationaux sont d'abord à destination des Choisyens avant d'être utilisés par d'autres. Les sapeurs-pompiers ont fait cette demande, elle est légitime, elle est d'autant plus légitime que lorsque nous recevons un certain nombre de délégations internationales ils ne se privent pas pour nous accueillir dans cette caserne. J'en veux pour preuve demain où les élèves du collège Jules Vallès et les élèves du collège d'Hennigsdorf iront visiter la caserne, ce qui ne se fait plus de manière régulière. Nous ne pouvons que les remercier, la délibération leur montrera qu'ils sont des acteurs essentiels dans nos échanges internationaux.

M. le Maire : Merci, pas de remarques ? Adopté.

La délibération n° 18 est adoptée à l'unanimité.

→ 19. Approbation de l'accord de coopération décentralisée entre la commune et la ville de Varès en Bosnie-Herzégovine

M. le Maire : Une mission technique et politique a eu lieu et Laurent Ziegelmeier y était présent.

M. Ziegelmeier : Cette délibération, chers collègues, vient dans la suite de celle votée avant l'été en Conseil municipal, mais elle vient surtout dans la suite logique du travail mené depuis le début du mandat en Bosnie-Herzégovine avec l'appui des autorités consulaires à Sarajevo, bien plus compréhensives que nos autorités consulaires à Bamako. Comme évoqué avant l'été dans le cadre du mandat confié par le Conseil municipal, j'ai discuté de ce protocole avec le Maire de Varès, la ville proposée pour cette coopération par notre ambassadeur, présent pendant toutes les discussions, avec le soutien de l'association avec qui nous travaillons depuis 2014 et qui restera un partenaire. Partenaire d'autant plus important, qui a permis à un certain nombre de jeunes Choisyens d'avoir des échanges très constructifs en Bosnie-Herzégovine. Les deux éléments centraux de l'accord de coopération, qui est un accord assez classique, c'est à la fois la promotion du patrimoine historique de cette commune, et de permettre à une entreprise française d'avoir un marché supplémentaire. Certains parlent d'échanges de collectivités, d'échanges économiques dans le cadre du développement international. Certains en parlent, nous, nous le faisons. Pourquoi sommes-nous passés du travail avec une association à celui avec une collectivité ? Tout simplement parce que dans ce pays, pour obtenir des financements sur les projets internationaux, il est plus simple pour une commune de travailler avec une autre commune. Nous avons jusque-là quelques financements dans les actions jeunesse que nous avons menées avec l'association avec laquelle nous travaillions à Sarajevo, il se trouve que le ministère des Affaires étrangères dans sa grande mansuétude a décidé d'interrompre l'ensemble de ces financements. Ainsi, si nous voulons continuer à travailler avec la jeunesse de ces deux pays nous sommes obligés de passer par un accord de coopération. Je vous remercie.

M. le Maire : Bien, des réactions, des explications ? Je n'en vois pas.

La délibération n° 19 est adoptée à l'unanimité.

JEUNESSE

→ 20. Approbation de l'évolution du dispositif d'aides aux projets jeunes

M. le Maire : Monsieur Aoummis.

M. Aoummis : Merci, Monsieur le Maire. En l'absence de notre appréciable présidente de la commission, Mme Anne-Marie Arnaud, je suis chargé naturellement par ses soins de dire que les membres de la commission, après avoir travaillé de manière studieuse, sérieuse et courtoise, ce qui n'enlève rien au plaisir pour rester dans le ton de la soirée, ont approuvé les deux délibérations.

M. le Maire : Bien, pas de remarques ? Adopté.

La délibération n° 20 est adoptée à l'unanimité.

→ 21. Approbation de la convention-cadre type de partenariat entre les collèges Émile Zola, Henri Matisse et Jules Vallès et la commune de Choisy-le-Roi pour la mise en place d'un temps d'activités ludiques et éducatives pendant la période méridienne

M. le Maire : L'idée est de faire découvrir aux quatrièmes et troisièmes ce qu'est la maison de la jeunesse ainsi que les activités développées par le service. Là aussi, pas de remarques ? Adopté, je vous remercie.

La délibération n° 21 est adoptée à l'unanimité.

SANTÉ

→ 22. Approbation de la convention relative aux missions et au cofinancement de la coordination du Conseil local de santé mentale (CLSM) Lucien BONNAFE passée entre les villes de Choisy-le-Roi et d'Orly et le CCAS de Villeneuve-le-Roi

M. le Maire : Madame Depres, une petite explication ?

M^{me} Depres : Rien de particulier, Monsieur le Maire. C'est la quote-part annuelle du représentant des trois villes (Choisy-le-Roi, Orly et Villeneuve-le-Roi).

La délibération n° 22 est adoptée à l'unanimité.

SPORT

→ 23. Approbation de la répartition de la subvention municipale 2019 accordée aux clubs sportifs – 1^{re} répartition

M. le Maire : Pas de remarques ? Adopté, je vous remercie.

La délibération n° 23 est adoptée à l'unanimité.

→ 24. Approbation du versement de subventions exceptionnelles aux clubs et partenaires sportifs pour l'organisation des grands événementiels de l'année 2019

M. le Maire : Là non plus, aucune remarque en commission. Monsieur Aoummis.

M. Aoummis : Sur les deux délibérations relatives aux subventions, nous avons tenu un débat, une discussion et tout a été approuvé. Pour la dernière délibération, concernant la création d'un tarif préférentiel pour les agents communaux, une proposition a été faite. Elle ne manque pas d'intéresser et elle est soumise à l'étude de l'administration. Sinon, le reste a été approuvé. Comme indiqué, cette proposition sera étudiée avant que nous puissions en faire référence.

M. le Maire : Monsieur Panetta.

M. Panetta : Pour préciser ce que vient de dire M. Aoummis, la proposition vient de notre groupe. Nous avons émis l'idée puisqu'auparavant nous avions une salle de musculation, en bas il était permis aux élus de pouvoir s'en servir. Je tiens à souligner que ce n'est pas du tout pour bénéficier de tarifs préférentiels, absolument pas. Nous paierons n'importe quel tarif et même le prix fort pour l'exemple, c'est uniquement parce qu'il me semble bien que des élus peuvent participer à des activités sportives dans le cadre décalé de ce qui se fait habituellement dans les clubs. Cela se faisait à un certain temps, M. Aoummis organisait un fameux match de football qui avait beaucoup de succès. Je rappelle que j'ai marqué un but qui avait été retransmis en audio vision, certains l'ont vu. C'était juste pour avoir à nouveau ce plaisir entre élus, employés et élus de tous bords.

M. le Maire : Monsieur Aoummis.

M. Aoummis : Vous parlez de la fameuse équipe de football qui effectivement a eu son temps de gloire, où élus de la majorité et de l'opposition s'entraînaient ensemble et faisaient des matchs ensemble, dans un esprit républicain. La proposition qui a été faite par M. Panetta c'est de permettre aux élus d'accéder à des installations sportives pour faire du sport. Comme nous étions sur une délibération où effectivement un tarif préférentiel s'applique, nous restons sur l'idée que ce tarif préférentiel soit en direction des élus. De fait, un certain nombre de questions se posent en termes de légalité, conformité avec la loi, etc. C'est la raison pour laquelle nous avons dit qu'il serait préférable que cette proposition soit étudiée, quand bien même intéressante, par l'administration pour qu'ensuite nous puissions être en capacité d'y répondre ou pas.

M. le Maire : L'interrogation faite par M. Panetta en commission est étudiée et une réponse sera apportée pour savoir au regard d'éléments techniques, administratifs si cela est possible. Ceci étant, nous approuvons. Adopté.

La délibération n° 24 est adoptée à l'unanimité.

→ 25. Approbation de la création d'un tarif pour les activités municipales adultes multisports pour les agents communaux de la ville

La délibération n° 25 est adoptée à l'unanimité.

ADMINISTRATION GÉNÉRALE

→ 26. Avis sur la demande de retrait de la commune d'Orly du syndicat des communes de Choisy-le-Roi, d'Orly et de Thiais pour les établissements scolaires du second degré intercommunaux et leurs équipements sportifs annexes

M. le Maire : Je vous précise qu'il s'agit notamment du syndicat intercommunal qui a été créé en 1969 pour le fonctionnement du lycée intercommunal, mais surtout pour la gestion de l'équipement sportif. Aujourd'hui, la raison d'être de ce syndicat concerne plus la gestion de la Halle des sports qui est aujourd'hui à Thiais. La Maire d'Orly souhaite se retirer de ce syndicat et aujourd'hui, en ce qui concerne Choisy-le-Roi, il y a à la fois des lycéens et des collégiens qui utilisent cette structure ainsi que des associations Choisyennes, des clubs sportifs pour les activités de basket, etc. Bien évidemment, ce financement est un peu particulier parce que les recouvrements directs par le syndicat du produit, c'est les impositions nécessaires pour établir son budget. Le montant des impositions à recouvrer est fixé à 245 000 euros sur une base de quote-part par commune (37 % pour Choisy-le-Roi, 25 % pour Orly, 38 % pour Thiais). De fait, le retrait de la commune d'Orly pose évidemment la question de la prise en charge de la quote-part qui était perçue directement auprès des ménages d'Orly. La quote-part des ménages d'Orly s'élevait à 60 000 euros. Cela est posé sur la table ainsi que l'utilisation des créneaux horaires qui étaient dévolus aux associations d'Orly.

La délibération qui vous est soumise ce soir au Conseil municipal a été rédigée pour ne pas bloquer la sortie de la commune d'Orly tout en préservant évidemment les intérêts des Choisyens. Comment préserver les intérêts des Choisyens ? C'est à la fois donner un avis favorable pour permettre à la commune d'Orly de se retirer, puisque c'est une demande de Mme la Maire, mais sous certaines conditions. À la fois les conditions que je vous propose, que ne soit pas augmentée la charge à supporter par les Choisyens et en parallèle proposer une répartition équitable entre Choisy-le-Roi et Thiais des créneaux horaires qui seront libérés par la ville d'Orly, y compris pendant les vacances scolaires. C'est la proposition que je fais. De cette proposition là, une fois la délibération votée, si nous la votons ce soir, deux hypothèses me paraissent pouvoir se présenter. La commune de Thiais et le syndicat sont d'accord avec notre proposition. C'est-à-dire, ne pas augmenter la charge des Choisyens donc baisser la charge globale du syndicat permettant au préfet d'autoriser le retrait de la commune d'Orly dans les conditions qui pourraient faire consensus si le syndicat et la commune de Thiais sont d'accord. Si la commune de Thiais n'est pas d'accord avec nos conditions et si le syndicat n'est pas d'accord, alors, avec les propositions de Choisy-le-Roi le préfet peut constater ce désaccord entre les communes, et il nous ré interpellera afin que nous réglions le problème entre nous. Dans ce cadre-là, il faudra certainement envisager une autre solution, solutions qui furent évoquées par un cabinet-conseil mandaté par le syndicat. Soit c'est la dissolution du syndicat et donc la commune de Thiais s'en occupera, mais cela voudrait dire que nous n'aurons plus de créneaux pour nos clubs sportifs. Cependant, nous allons bientôt avoir la construction du nouveau gymnase aux Hautes-Bornes. Soit, nous pourrions imaginer un transfert de l'équipement à l'EPT puisque cela fait partie de ses compétences facultatives et que déjà un certain nombre d'équipements sportifs ou culturels ont été transférés. Pour cela, il faudrait que la Halle des sports de Thiais soit reconnue d'intérêt territorial par l'EPT. C'est une des options qui peut être faite si nous n'arrivons pas à trouver d'accord une fois notre décision prise.

Vous comprenez que nous sommes dans une situation délicate, car personnellement je ne vais pas m'opposer à la décision d'une maire de se retirer. Son Conseil municipal a délibéré aussi et souhaite se retirer donc, je ne vais pas m'opposer à cela. Pour autant, je ne veux pas que les Choisyens en subissent les conséquences d'où les exigences que je pose.

Monsieur Aoummis.

M. Aoummis : Merci, Monsieur le Maire. En plus des éléments factuels énoncés par Monsieur le Maire, je voulais expliquer que la motivation principale de la sortie de la ville d'Orly consiste dans le fait qu'historiquement ce syndicat était créé sur la base d'infrastructures sportives en direction des lycéens, du lycée Apollinaire. Il s'avère qu'Orly n'a quasiment plus d'élèves qui sont dans ce lycée, ils vont plutôt à Villeneuve-le-Roi. Il s'avère aussi que la ville de Choisy-le-Roi, en termes de pourcentage, nous avons 35 % d'élèves de ce lycée qui sont Choisyens. Ainsi, la motivation principale de ce syndicat persiste pour nous avec évidemment toutes les interrogations qui viennent d'être annoncées.

Je voulais également rappeler qu'historiquement aussi il y a eu une anomalie. La Région ne s'était pas saisie de cette question parce qu'elle a pour mission tout ce qui a trait aux lycées et installations afférentes. Nous n'étions pas là à ce moment précis, mais c'est une interrogation que nous avons soulevée afin de savoir pourquoi la Région n'a pas été associée dans le montage financier de ce syndicat.

M. le Maire : Monsieur Frédéric Tisler.

M. Tisler : Monsieur le Maire, c'est effectivement assez épineux et je m'exprime ici au nom du groupe socialiste. Personne ne s'étonnera ici que j'ai dégainé ma calculatrice. Nous sommes en face d'un Orly exit et face à un exit ce n'est pas si simple. Soit c'est un exit sans accord et tout le monde y perd, soit c'est un exit avec accord et tout le monde y gagne.

Là, j'ai l'impression, et mon groupe a l'impression que même si la note donne des perspectives il serait peut-être plus prudent de différer cet avis ou, en tout cas, nous, nous voterons défavorablement à cet avis tel que la note le présente. En effet, il aurait été plus judicieux d'émettre cet avis lorsque nous aurions été sûrs que le Département ou une autre collectivité vienne remplacer la ville d'Orly. Autre chose, parce que j'ai en mon temps un peu travaillé sur les statuts des syndicats intercommunaux et je me suis rafraîchi la mémoire en regardant le code des collectivités territoriales, il est un peu préoccupant de n'avoir aucune idée sur le taux d'endettement du syndicat. Je ne doute pas que le prêt ayant servi à financer la construction du gymnase soit peut-être éteint, mais je n'en suis pas sûr, cela n'est pas dit sur la note. Je pense que nous n'allons pas être désagréables, je respecte la volonté d'Orly de se retirer d'un équipement dont elle ne se sert plus, simplement j'attire votre attention, 37 % cela représente 90 650 euros, pour nous donc notre quote-part est de 90 650 euros. Si Orly se retire et que nous sommes à 50/50, cela fait 31 850 euros de plus sur la quote-part. C'est donc une somme non négligeable. Est-elle en rapport avec l'utilisation que nous en faisons ? Je vois que des élèves de Choisy-le-Roi sont dans ce lycée et ce lycée utilise le gymnase donc M. Aoummis a raison de nous le rappeler dans ce sens, il y a une utilité pour la population choisyenne.

Nous devons regarder si le retrait de la ville d'Orly, sans que personne ne vienne à sa place, ne nous amène pas à un poids financier excessif par rapport à l'usage que nous en aurions. Je pense que cette demande d'avis est prématurée et qu'il y a manifestement un travail à poursuivre pour savoir si quelqu'un prend la place de la ville d'Orly, auquel cas nous sommes sur les mêmes équilibres et cela ne pose pas de problème, soit personne ne vient auquel cas je pense qu'il faut quand même étudier davantage les conséquences que cela aurait pour nous. Excusez-moi, j'ai l'air de faire mon désagréable, mais le groupe socialiste est réellement perplexe sur cet avis.

M. le Maire : Au regard du délai de saisine, nous ne pouvons pas reporter. Si nous reportons et si nous ne donnons pas notre avis il sera automatiquement favorable. Ah ! Si nous ne donnons pas d'avis, il est défavorable ! Alors je n'ai rien dit.

M. Tisler : Vous me permettez peut-être de dire que c'est une solution.

M. le Maire : Je ne fais pas de commentaires pour le moment. Monsieur Briennon.

M. Briennon : Je partage assez largement l'analyse que vient de faire M. Tisler de cette situation-là. En particulier liée au fait qu'il manque dans cette délibération, *a minima*, un compte administratif 2018 ou un compte de gestion afin que nous puissions mesurer les éventuels petits ou gros soucis qu'il pourrait y avoir dans ce syndicat. Ainsi, notre groupe s'opposera également à cette sortie demandée même si nous respectons le souhait de Mme Janodet de vouloir le faire.

M. le Maire : Monsieur Panetta.

M. Panetta : Je ne partage pas tout à 100 % dans ce qui vient d'être dit de la part de M. Tisler. Je pense qu'il y a quelque chose de fondamental, c'est l'utilité pour la ville. Moi je n'en doute pas parce que lors de mes jeunes années nous nous rendions, aussi bien les lycéens que les écoles, dans cette Halle pour faire du sport dans ce gymnase. Ainsi, une étude approfondie a-t-elle été menée pour savoir si les horaires qui nous sont dévolus sont bien utilisés ? Cela est fondamental et lors de l'avènement du nouveau gymnase, ces créneaux peuvent-ils être pris, déplacés ou pas ? Il ne faudrait pas se retrouver avec un nouveau gymnase qui aurait des créneaux de libres et payer dans un autre gymnase. Il faut une étude précise.

Ensuite, je rejoins ce que vous dites, s'opposer à la volonté d'une commune de se retirer d'un syndicat dans l'esprit territorial et dans la charte sur laquelle nous nous sommes engagés entre communes, cela peut peut-être nous être dommageable par la suite dans d'autres occasions. Je comprends tout à fait ce qu'explique M. Tisler. À partir du moment où déjà trois communes utilisent le gymnase, il peut y avoir un intérêt territorial. Je ne sais pas, Monsieur le Maire, vous avez des amis à la présidence du territoire, si vous avez évoqué cette question. Évidemment, cela dépendra du vote du territoire, mais savoir s'ils étaient prêts à emprunter cette piste. Avez-vous une réponse à nous donner là-dessus et creuser la piste de la région. Si nous votons ce soir la possibilité qu'Orly sorte et que cela n'augmente pas notre quote-part à payer et que ce soit accepté, pour moi il n'y a pas de problème, à condition que nous conservions les mêmes créneaux horaires. Nous ne prendrions pas de risque dans ce cas-là donc je pense que cela peut être tenté. Si c'est refusé, Orly ne peut pas sortir. C'est ainsi que je l'ai compris, est-ce bien ce que vous nous avez expliqué ?

M. Tisler : Pour moi, Orly ne peut pas sortir...

M. Panetta : Par rapport à ce que vous expliquiez, s'ils refusent...

M. le Maire : Le problème c'est qu'au syndicat qu'Orly sorte, Thiais et Orly voteront, donc ils vont automatiquement au syndicat même voter leur sortie et nous, nous serons minoritaires.

M. Panetta : Ce n'est pas à l'unanimité, c'est à la majorité uniquement.

M. Tisler : C'est la question de la ratification par les conseils municipaux, là je demande vraiment un avis autorisé à l'administration. Il me semble que les décisions de sortie d'un syndicat ne se font pas dans les instances du syndicat, mais se font bien dans les instances délibératives des communes concernées. Sous réserve que je me trompe.

M. Panetta : Je partage.

M. le Maire : Madame Leclère.

M^{me} Leclère : Effectivement, les dispositions sont régies par le Code général des collectivités territoriales. L'article L5211-19 qui prévoit que « *le retrait est subordonné à l'accord des conseils municipaux exprimé dans les conditions de majorité requises pour la création de l'établissement. Le Conseil municipal de chaque commune membre dispose d'un délai de trois mois à compter de la notification de la délibération de l'organe délibérant au maire pour se prononcer sur le retrait envisagé. À défaut de délibération dans ce délai, sa décision est réputée défavorable.* »

C'était une des questions au préalable que vous posiez, nous avons reçu le 24 juillet la demande de retrait qui nous a été notifiée par le syndicat d'où la nécessité de délibérer dans un délai de trois mois. À défaut de délibération, notre avis sera réputé défavorable.

M. le Maire : Je trouve que c'est peut-être plus fort, c'est inscrit à l'ordre du jour de notre conseil. Le souci, c'est que la délibération telle qu'elle est soumise aujourd'hui ne va pas dans le sens de ce que je vais vous proposer ce qui veut dire qu'il faudrait la modifier. Je pense qu'il faudrait qu'en article 1 nous laissions les considérants et les vus et que nous mentionnions "*émet un avis défavorable*". Après, en article 2, que nous mentionnions qu'en l'état actuel cet avis est confirmé en attendant les pièces justificatives complémentaires qui permettraient de statuer ultérieurement en conseil municipal, si nous avons des éléments complémentaires, et nous donnons un avis défavorable plutôt que de ne pas se positionner. Je pense qu'il vaut mieux se positionner et affirmer le fait que nous avons besoin d'éléments complémentaires, des pièces comptables, et d'avoir des éléments factuels sur les positionnements d'autres collectivités (la Région, le Département, ou le Grand-Orly Seine Bièvre). La délibération n'est pas écrite, mais vous voyez dans quel sens je vous la propose.

Monsieur Tisler.

M. Tisler : Si je peux me permettre. D'abord, le fait de faire parvenir quelque chose un 24 juillet, cela me paraît de la part de la commune d'Orly un peu particulier surtout sur la gestion du calendrier du délai des trois mois. Cela signifiait que nous n'avions qu'un seul Conseil municipal pour en parler alors que ci cette délibération nous avait été envoyée au début d'un trimestre sans grandes vacances nous aurions eu au moins deux conseils municipaux qui nous permettaient de le faire. La commune d'Orly a géré le calendrier d'une manière particulière, je le dis sans acrimonie vis-à-vis de Mme la Maire d'Orly que je respecte comme chacun ici respecte bien évidemment les élus.

Deuxième remarque, le fait ce soir d'émettre un avis défavorable motivé, ce qui est le cas, n'empêche pas le Conseil municipal de Choisy-le-Roi quand il aura la réponse à un certain nombre de questions posées de ce re prononcer favorablement en deuxième lecture.

M. le Maire : Patrick Hervy.

M. Hervy : Je crains que si nous ne délibérons pas ce soir de manière claire, c'est-à-dire que nous disions si nous sommes favorables ou défavorables à la sortie, il ne soit retenu que la position défavorable de la ville. Il faudra le vérifier juridiquement. Cela veut dire, c'est le président du SICIO qui parle, lorsqu'Orly est aussi adhérent au SICIO je crains que derrière connaissant le fonctionnement et ce qui est en route notamment (sans incriminer et sans m'immiscer dans les affaires d'Orly) se posent comme le soulignait M. Panetta d'autres difficultés à d'autres niveaux. Je serais plutôt sur la proposition que Monsieur le Maire a formulée en début. Cela nous permet quand même de prendre une position qui est claire au regard de la situation des Choisyens et des finances des Choisyens tout en ne nous mettant pas en difficulté avec la ville d'Orly. Je pense que c'est normal, parce que nous avons eu des discussions en d'autres temps sur d'autres sujets, que nous acceptions ou que nous prenions en compte les demandes d'une ville pour entrer ou sortir d'un syndicat sans y mettre d'opposition. La formule proposée me paraissait plus adéquate.

M. le Maire : Je vous propose que nous nous retrouvions. Monsieur Druart, et après, je fais ma proposition.

M. Druart : Bonsoir. Comme nous avons un délai de trois mois, nous avons encore jusqu'au 24 octobre pour délibérer. Quitte à reporter, nous ferons un conseil exceptionnel pour ce seul point. C'est aussi une solution.

M. le Maire : Je vous propose d'aller faire une petite conférence des présidents, rapide, pour décider quelle est l'option la meilleure. Nous faisons une interruption de séance de dix minutes maximum.

La séance est interrompue de 21 heures 45 à 21 heures 54.

M. le Maire : Une nouvelle délibération sera adressée demain aux présidents de groupes pour validation, mais nous vous proposons de voter à l'unanimité cette délibération. Celle-ci dirait qu'elle donnerait un avis défavorable à la sortie d'Orly, mais elle mentionnerait que cet avis défavorable est posé et acté dans l'attente d'éléments complémentaires qui nous permettront d'analyser correctement la situation. À la fois des éléments administratifs et comptables dans son deuxième article qui inviterait aussi le syndicat à réfléchir sur les pistes d'autres financeurs potentiels et occupants du lieu, notamment le Conseil Départemental et la Région. Enfin, dans un article, de faire-part aussi de la possibilité que ce soit l'établissement public Grand-Orly Seine Bièvre qui puisse, dans le cadre du dispositif de l'intérêt territorial, reprendre la Halle. Nous le mentionnons ainsi.

Nous sommes plus sur un vote de principe d'avis défavorable. La délibération sera rédigée le plus vite possible et tournera sur les boîtes mail des présidents pour que nous nous mettions bien d'accord sur les formulations avant que je la signe et qu'elle parte en préfecture. Sur cet avis défavorable qui est pour ? Adopté.

La délibération n° 26 est adoptée à la majorité (40 pour, 2 abstentions).

→ 27. Don à la Ligue contre le cancer

M. le Maire : vous savez que la ville développe depuis de nombreuses années des actions de prévention contre le cancer et la Ligue contre le cancer participe activement à nos actions locales et son comité départemental fait partie du collectif de prévention contre le cancer du conseil local de santé. Cette association fut créée en 1919, c'est un des premiers financeurs privés de la recherche contre le cancer. Considérant le rôle qu'a joué la Ligue contre le cancer pour l'enjeu majeur de la santé publique, nous vous proposons une subvention et un don exceptionnel de 500 euros. Monsieur Ziegelmeyer.

M. Ziegelmeyer : Une très courte intervention. La Ligue contre le cancer est effectivement un des plus importants financeurs privés dans la recherche contre cette « saloperie » qu'est le cancer et bien évidemment je voterai cette délibération. Néanmoins, dans les acteurs de la recherche pharmaceutique dans ce pays il y a aussi les laboratoires et je voulais signaler à cette assemblée parce que c'est bien la Ligue contre le cancer, c'est bien de mettre de l'argent public dans la recherche, mais c'est bien aussi si les laboratoires privés font correctement leur travail.

Pour information, celui qui se trouve dans les deux communes juste à côté a décidé de fermer le site d'Alfortville, de supprimer 300 nouveaux postes de chercheurs ce qui fait 50 % de chercheurs en moins en dix ans. Cela est un problème en termes d'emplois et en termes de débouchés de nos jeunes. Ce laboratoire a décidé d'arrêter des axes de recherches sur la maladie d'Alzheimer et sur les maladies cardiaques ce qui est un vrai problème, mes chers collègues, de santé publique. La fermeture du site d'Alfortville est un problème

d'aménagement pour notre banlieue, nous sommes souvent d'accord dans cette assemblée pour dire qu'emplois, logements et services publics sont un triptyque indissociable, eh bien là, un acteur majeur du CAC 40 a décidé de continuer à désertir notre territoire.

Enfin, dernier élément, avec de l'argent public puisque SANOFI l'année dernière c'est 150 millions de crédits d'impôt recherche. 150 millions, c'est presque une quinzaine de médiathèques Aragon, et en termes de fonctionnement SANOFI c'est 15 ans de fonctionnement du centre de recherche d'Alfortville. Évidemment, il faut aider la Ligue contre le cancer, mais posons-nous la question sérieusement de la place des laboratoires privés dans la recherche aujourd'hui avec ce que nous voyons, ce que je viens de vous expliquer et un autre célèbre laboratoire sur lequel je ne ferai pas de commentaires parce que c'est au tribunal aujourd'hui, mais qui a volontairement empoisonné des personnes dans ce pays. Ce ne sont pas les salariés qui y travaillent qui sont à blâmer, c'est bien la manière économique dont ce secteur est organisé qui est le vrai problème.

M. le Maire : Bien, je soumetts au vote après ces éléments liés à une entreprise locale et importante sur le secteur.

La délibération n° 27 est adoptée à l'unanimité.

→ 28. Approbation de la convention de financement à intervenir entre la Métropole du Grand Paris et la commune de Choisy-le-Roi dans le cadre du fonds de concours attribué aux communes sinistrées suite à la crue de janvier 2018-attribution d'une subvention

M. le Maire : Vous savez que suite à la crue de la Seine en janvier 2018 plusieurs demandes d'aides financières avaient été déposées. Elles ont été effectuées par la ville de Choisy-le-Roi et notamment auprès de la Métropole du Grand Paris et le président de la métropole avait fait savoir en séance qu'il ferait le nécessaire et qu'il débloquent une certaine somme d'argent, je crois 1 million d'euros, pour ceux qui avaient subi des dommages dans le cadre de cette crue, auprès des communes sinistrées. Suite à cela, nous avons réagi et nous avons fait part d'un certain nombre de projets que nous souhaitons mettre en place ainsi, l'attribution de subventions pour les dépenses d'investissement aux communes sinistrées a été approuvée pour une somme d'un peu plus de 44 000 euros, le maximum pour la commune de Choisy-le-Roi, mais le versement de cette subvention exceptionnelle se fera à partir d'une convention type que nous devons signer avec la Métropole. De plus, ce versement se fera à partir de vérifications de factures correspondant aux travaux réellement effectués. C'est pour cela que nous vous proposons d'approuver la convention type transmise de la part du bureau de la métropole afin d'avoir un accord entre la Métropole du Grand Paris et la ville de Choisy-le-Roi pour recevoir cette subvention. Y a-t-il des remarques ? Monsieur Panetta.

M. Panetta : Nous allons bien sûr voter cette délibération. J'en profite pour parler d'autres sinistrés, certains commerçants qui sont le long de la ligne du tramway. Je voudrais un renseignement. Est-il prévu un dédommagement de la part de la Région ou autre sur présentation du dossier ? En effet, manifestement un ou deux sont dans des situations critiques. Un s'est mis à faire des pizzas alors qu'avant il faisait toute autre chose.

M. le Maire : L'ensemble des commerçants connaissent le dispositif parce qu'une commission ad hoc a été mise en place par Île-de-France Mobilités. Les commerçants doivent y donner les éléments financiers des pertes, un bilan du delta qu'ils ont subi suite aux travaux et ils passent devant cette commission. En principe, ils sont indemnisés si les documents sont vérifiables et vérifiés.

M. Panetta : C'est donc directement auprès de la Région.

M. le Maire : Non, c'est auprès d'Île-de-France Mobilités, qui est l'ancien syndicat des transports d'Île-de-France. Île-de-France Mobilités qui est le maître d'œuvre du tramway parce que c'est lié aux travaux du tramway. Il faut savoir que s'ils avaient eu des désagréments sur la première partie, qui était liée à des dévoiements de réseaux, ce n'est pas auprès d'Île-de-France Mobilités, mais auprès du SEDIF ou du Département. Très peu ont fait la démarche. En effet, il s'agissait de dévoiements de réseaux d'assainissement du département. Aujourd'hui, l'essentiel des travaux sont maintenant ceux d'Île-de-France Mobilités donc s'il y a des pertes pour leur entreprise c'est à Île-de-France Mobilités qu'ils doivent s'adresser pour la commission de conciliation ou de recours. C'est en place et d'ailleurs c'est un grand juriste qui coordonne l'ensemble du dispositif.

M. Panetta : Puisque nous sommes là-dessus, nous pourrions mettre cela à l'ordre du jour d'un conseil municipal, mais je voudrais vous alerter et je voudrais alerter M. Hervy qui est l'adjoint délégué de notre quartier. Nous constatons des malfaçons scandaleuses sur les travaux qui sont en cours de réalisation et de plus, elles sont dangereuses. Un nombre important de personnes tombe sur les trottoirs parce qu'ils ont fait des trottoirs neufs avec des sur épaisseurs. Il va falloir que nous voyions cela, ensemble, pour que nous ayons une action. Ce sont des travaux neufs et je ne comprends pas que quand il pleut très fort il y ait des océans d'eau devant les trottoirs, notamment devant un feu rouge et un passage piéton. Qui alerter ? Monsieur Hervy, je ne sais pas si nous pourrions le voir ensemble.

M. le Maire : Je reprends la main, Monsieur Panetta. Je ne doute pas que M. Hervy sera le relais auprès de Monsieur le Maire. Il faut me saisir directement parce qu'il faut que nous intervenions très rapidement et j'ai besoin d'avoir ces éléments-là. J'ai demandé un rendez-vous avec le Secrétaire général d'Île-de-France Mobilités sur l'ensemble des dysfonctionnements aujourd'hui, à la fois des travaux comme des travaux à venir. Notamment, comment vont être effectués les travaux au carrefour Rouget de Lisle parce que cela m'inquiète fortement. J'ai donc demandé une audition auprès du Secrétaire général d'Île-de-France Mobilités. Ainsi, remontez-moi tout ce qui peut être des petits dysfonctionnements, mais qui sont assez embêtants. J'ai relevé moi-même le fait des passages piétons, cela reste piéton, mais avec une poussette nous ne pouvons pas passer. Beaucoup de choses comme cela, en termes de suivi de chantier où nous avons besoin d'avoir des éléments factuels pour intervenir auprès d'Île-de-France Mobilités.

Au contraire, cela ne me gêne pas du tout, faites-moi remonter tout ce que vous pouvez savoir des riverains, des habitants, j'ai besoin de savoir aussi si les riverains sont régulièrement informés lorsque des rues sont mises en sens unique ou pas. Moi, j'ai la réponse puisque j'habite dans une rue qui a été fermée pendant deux jours, je n'ai pas été informé. J'ai besoin de le savoir pour que nous montrions ce souci sur la gestion globale du chantier.

M. Panetta : Moi aussi je n'ai pas pu rentrer chez moi pendant trois jours, j'aimerais bien que vous me fassiez une petite lettre, car ma femme ne m'a jamais cru, c'est à cause des sens interdits, si vous pouviez me faire un petit mot.

M. le Maire : Ce qui est inquiétant dans cette histoire c'est, qu'avez-vous fait pendant trois jours ? Je suis inquiet pour votre santé !

Plus sérieusement, je pense que le sujet est très important. Vous avez pu voir en effet que de toute manière la chaussée n'est pas à hauteur puisque de fait ils referont l'ensemble de la chaussée, mais il ne s'agit pas de cela. Il s'agit de certains passages qui me semblent être un peu rapidement réalisés parce qu'ils mettent la pression aux prestataires, aux entreprises. Nous le voyons bien en termes d'horaires, ils commencent tôt et ils finissent tard et ils travaillent aussi les week-ends. Certainement, une pression est mise par rapport aux délais

et aux retards qu'ils ont actuellement. Ceci étant, cela ne veut pas dire que les travaux doivent être mal faits, et encore moins dans notre commune. Au contraire, faites-moi tout remonter.

La délibération n° 28 est adoptée à l'unanimité.

→ 29. Approbation de la charte d'utilisation du réseau WIFI public de la commune de Choisy-le-Roi

M. le Maire : Monsieur Hervy.

M. Hervy : Je ne vais pas être très long puisque tout le monde aura pris connaissance du préambule et je crois que la démarche est bien expliquée. Peut-être pour le public, puisque nous commençons à avoir un petit public au Conseil municipal vers la fin de ce mandat. Cela s'inscrit dans une démarche inclusive, solidaire et égalitaire. C'est un peu la démarche que nous appliquons sur l'ensemble de nos politiques en direction des plus défavorisés. Une précision, car je crois que cela n'est pas dans la note, c'est l'ensemble des bâtiments administratifs qui seront ouverts au WIFI public libre et gratuit. Cela participe à faciliter les démarches administratives de nos concitoyens et plus largement, cela s'étend aussi en direction de nos établissements scolaires puisque l'ensemble des établissements scolaires seront également accessibles au WIFI. Cela touche toutes les générations et tous nos lieux administratifs. S'il y a d'autres précisions à donner, je les donnerai volontiers.

M. le Maire : Merci. Monsieur Panetta.

M. Panetta : Cette délibération nous a posé problème. Vous n'ignorez pas les débats sur les ondes magnétiques, etc., mais je fais partie et la plupart des membres de mon groupe font partie des personnes qui s'inquiètent à ce propos. Je pense qu'il y a une prolifération avec des mesures qui nous sont données, qui ne sont pas sincères, contradictoires puisque nous établissons des normes. Or, il est de plus en plus établi (par des scientifiques) que des personnes sont sensibles même lorsque l'émission est en dessous de ces normes. Je pense que dans les années à venir cela sera le prochain scandale sanitaire. Il faut se préoccuper de cette question.

En outre, lorsque nous voyons le nombre de personnes qui se promènent avec leur smartphone ou un équipement, quel qu'il soit, même parmi les populations les plus défavorisées, je ne pense pas que ce soit vraiment une priorité. Ce qui nous a interloqués le plus c'est que nous avons lu « *parc de la Mairie* ». Là, nous, dans les espaces publics à l'air libre, nous sommes vraiment contre. En plus de nombreux enfants sont présents dans le parc de la Mairie et nous pensons que ce n'est pas utile de l'étendre dans ce parc. Chacun est libre de voter pour et contre, cela devient vraiment des cas de conscience, une responsabilité est engagée. Nous connaissons des cas avérés, sérieux où les personnes sont en souffrance avec cela. Ce n'est pas la majorité des gens, ce n'est pas votre but, mais est-ce que pour un confort supplémentaire cela vaut la peine de mettre en souffrance, ne serait-ce qu'une ou deux personnes ? C'est la question que nous nous posons. Merci.

M. le Maire : Monsieur Hervy.

M. Hervy : Monsieur Panetta, je vais donner l'essentiel des réponses à vos questionnements, indépendamment des ondes WIFI sur lesquelles nous n'allons pas faire le débat technique ce soir parce qu'il serait compliqué et les avis seraient partagés. Sur l'utilisation, l'usage et la population à qui s'adresse cette facilité d'accès au numérique, je pense que les choses sont suffisamment claires à l'intérieur de la charte pour le préciser.

Sur le parc de la Mairie, ce n'est évidemment pas tout le parc et ce n'est qu'un projet qui est en cours d'études, il n'est pas aujourd'hui actif et il n'est pas près de l'être puisque nous n'avons pas fini d'y travailler. L'idée c'est, à travers le numérique, de travailler un espace de convivialité qui permet aussi de se retrouver. Ce n'est pas à vous que je vais apprendre que tout le monde a des portables, mais tout le monde n'a pas forcément la 3G ou la 4G, voire la 5G. L'idée générale de la démarche que nous mettons en place c'est de faciliter l'accès au numérique, aux documents administratifs en plus dans une période où il n'aura échappé à personne que l'État a tendance à mettre en place une dématérialisation intensive. Ce sont des débats que nous avons tenus par le passé et que nous aurons encore très prochainement. Aujourd'hui, l'idée c'est quand même de faciliter cet accès de manière égalitaire à tous. C'est vrai que ce n'est pas la population majoritaire qui n'a pas accès à la 3G ou la 4G, mais toute la population a besoin d'avoir accès à ces documents donc c'est cette facilité-là que nous offrons. C'est ce que nous appelons couramment dans le préambule l'inclusion dans un principe d'inclusivité et d'égalité.

Après, pour les ondes, la question est ouverte. Aujourd'hui, tout le monde a des téléphones, tout le monde a des micro-ondes, tout le monde a des téléviseurs, tout le monde a des télécommandes. Je ne suis pas à même, techniquement, d'estimer si les ondes sont ou pas nocives. Ce que je peux vous garantir c'est que dans le matériel qui est mis en place nous respectons les normes d'utilisation, y compris dans les établissements scolaires, et cela ne se fait pas non plus sans avoir le couvert de l'institution d'origine qu'est l'Éducation nationale. Après, je ne peux pas vous en dire plus sur cette question-là.

M. le Maire : Merci. Monsieur Panetta, une dernière intervention.

M. Panetta : Sans faire de débat, ce serait trop long, je suis d'accord pour les lieux de convivialité et qu'il y ait un accès aux documents administratifs, mais nous pouvons mettre des ordinateurs câblés sans passer par le Wifi. Après, au-delà des problèmes sanitaires, des scientifiques ont développé ces produits, dont un extrêmement brillant et qui m'a parfaitement convaincu il fait d'ailleurs autorité dans le monde. Lui, il a transporté son combat de la science à l'écologie donc nous avons aussi un devoir moral. Son argument c'est de demander si aujourd'hui la priorité dans notre monde est d'avoir la 4, 5, 6G. Ce qui se passe en Amazonie est aussi lié à cela, c'est pour ces raisons-là que je vais personnellement voter contre alors que je suis pour l'intelligence artificielle. C'est pour toutes ces raisons parce que je pense que chacun, à son niveau, doit essayer de freiner cette escalade qui me semble monstrueuse et qui avale toutes nos ressources. Je pense malheureusement qu'un gros problème va se poser à nous, alors cela dépasse le cadre municipal, j'en suis conscient et mon groupe est libre de voter comme il l'entend, comme il le ressent. C'est un débat passionnant, mais nous ne sommes pas là pour cela, vous avez raison Monsieur Hervy, mais nous pouvons mettre des ordinateurs bien modernes, câblés au lieu qu'ils soient en Wifi. Cela rendra le même service aux populations avec moins de risques.

M. le Maire : Je propose que nous passions aux voix. Chacun a pu se faire une opinion.

La délibération n° 29 est adoptée à la majorité (35 pour, 3 contre, 4 abstentions).

→ 30. Compte-rendu des décisions L-2122-22 du Code général des collectivités territoriales

M. le Maire : Y a-t-il des remarques ? Monsieur Briennon ?

M. Briennon : J'ai décidé qu'il fallait partager, nous sommes à peu près 43, quelqu'un doit bien avoir une remarque à faire.

M. le Maire : Non, pas de remarques.

Pas de vote.

→ 31. Vœu présenté par la majorité municipale pour l'interdiction du glyphosate

M. le Maire : Rapidement, je vous donne une présentation. Vous pouvez peut-être être étonnés que ce soit un vœu et non un arrêté du maire puisque beaucoup de maires ont pris cet arrêté. J'ai considéré que l'arrêté du maire, c'est le maire qui prend son arrêté tout seul dans son coin avec l'administration. Il l'envoie au préfet et le préfet, au regard des décisions prises par le Président Macron, donne un avis défavorable et casse l'arrêté. Cela n'a donc aucun intérêt de faire un arrêté puisque, de fait, il est automatiquement supprimé et mis aux oubliettes au regard des décisions gouvernementales. Par contre, un vœu nous permet à la fois de discuter et de poser les choses telles que nous les entendons avec des visas et des considérants. Pour ce qui nous concerne, nous avons eu ce débat-là en début de conseil, l'importance de notre engagement précoce, de Choisy-le-Roi, dans la gestion différenciée de nos espaces verts ainsi que sur l'ensemble de la voirie. Avec déjà un débat en 2009 pour la mise en place en 2010 jusqu'à l'interdiction complète du glyphosate sur la commune, sur l'ensemble des espaces verts. Ce travail-là a été engagé, ce qui nous avait valu dès l'été 2015 un certain nombre de réactions puisque notre cimetière avait été envahi par des herbes hautes à la suite d'une forte chaleur et à la pluie. À l'époque, les gens ne comprenaient pas ce qui se passait, c'était du fait de l'interdiction du glyphosate et des produits phytosanitaires que nous avons eu ces problèmes. Depuis, vous pouvez aller voir notre cimetière, j'allais dire agréable, en tout cas nous pouvons déambuler de bonne façon à l'intérieur. Nous nous sommes donc engagés très tôt dans cette démarche-là.

Vous savez aussi qu'une étude a été réalisée par le centre international de recherche sur le cancer qui a classé le glyphosate comme cancérigène probable pour l'homme et tous ces éléments nous font dire qu'il faut aujourd'hui s'engager. S'engager à la fois pour soutenir la mobilisation des communes qui ont promulgué des arrêtés, faire état que sur l'ensemble du département il y a un arrêté pris par le président du Conseil départemental sur l'ensemble du territoire départemental, qui couvre évidemment la commune de Choisy-le-Roi. Nous demandons aussi au Chef de l'État et au gouvernement de prendre acte des nombreuses mobilisations actuellement en cours et d'en tirer les conclusions. Enfin, d'interdire le glyphosate sur le territoire français. D'aller au-delà des préconisations du ministre qui porte le même prénom et le nom que moi et que ce n'est pas une histoire de cinq ou dix mètres, mais d'aller au-delà dans les préconisations et les systèmes d'interdiction, que le gouvernement puisse entendre aussi des points de vue exprimés par les maires de France qui sont eux en proximité des populations. Nous nous disons, nous, que nous devons nous engager aussi à poursuivre nos efforts pour une politique locale publique de qualité pour la protection et la préservation de la santé publique. Voilà le principe même de ce vœu. Des commentaires, réactions, remarques, avis ? Monsieur Panetta.

M. Panetta : Là aussi, chacun votera selon sa sensibilité. Je voulais juste apporter quelques précisions, moi je vais voter pour, mais je profite de ce vœu pour rebondir sur le sort qui est fait aux agriculteurs face à une certaine violence et intolérance qui montent vis-à-vis d'eux. Il ne faut pas oublier que les agriculteurs, nous leur avons demandé, divers gouvernements successifs, une agriculture intensive. À part quelques énormes propriétaires terriens, il ne faut pas oublier dans quelle situation ils se trouvent et j'aimerais, cela pourrait peut-être faire l'effet d'un autre vœu, qu'ils soient plus accompagnés. Je peux comprendre aussi une forme de recul du gouvernement ou une temporisation vis-à-vis de la situation de ceux-ci. Il est important, concomitant à l'interdiction du glyphosate (et pas que, d'autres produits sont tout aussi nocifs), d'accompagner cela avec un changement de nos mentalités aussi, à nous. Lorsque nous faisons nos courses, c'est d'acheter les fruits du moment, pas d'acheter des

fraises toute l'année, des cerises toute l'année, etc. Nous sommes tous concernés et il faut garder une relation humaine, bienveillante les uns envers les autres et ne pas monter les citoyens les uns contre les autres. Ceci dit, je vote ce vœu, bien évidemment.

M. le Maire : Merci, d'autres remarques ? Monsieur Hervy.

M. Hervy : Dans le vœu, il est fait état du Département du Val-de-Marne qui a pris un arrêté et je m'interroge si nous n'avons pas oublié au recto de la feuille, dans le soutien, la mobilisation des communes et départements avec un S puisque je crois que la Seine-Saint-Denis a également pris une disposition identique. D'ailleurs, si j'ai bien compris, l'arrêté du Département vient d'être attaqué par le préfet. Peut-être que ce serait bien d'élargir aux communes et aux départements.

M. le Maire : Nous pouvons noter « *la mobilisation des collectivités ayant promulgué* » ainsi cela élargit communes et départements. J'accepte cet amendement, Monsieur Hervy. Je sou mets donc au vote avec la modification proposée. *Soutien à la mobilisation des collectivités ayant promulgué les arrêtés anti-glyphosate.*

La délibération n° 31 est adoptée à l'unanimité.

→ 32. Vœu présenté par le groupe EELV en faveur de l'interdiction de l'utilisation des animaux sauvages dans les cirques à Choisy-le-Roi

M. le Maire : Nous avons un dernier vœu avant de nous quitter. Monsieur Id Elouali.

M. Id Elouali : Merci, Monsieur le Maire. Le vœu part d'un principe d'abord éthique du rapport que nous avons avec le vivant. Monsieur le Maire, vous avez dit lors d'une délibération que l'agenda 21 nous interpelle dans le rapport que nous avons avec la planète. Je saisis l'expression au bond et je dis que ce vœu est une émanation de la même interrogation c'est-à-dire quelle vision, quelle posture nous devons avoir face au vivant. Devons-nous rester sur une vision rétrograde, de mon point de vue, de dire que l'homme est supérieur au reste et que le reste doit être soumis soit à la marchandisation, soit au divertissement, soit au plaisir ? Nous devons dans notre façon de voir la planète, le monde, avoir un autre rapport avec l'animal et sa place dans notre société. Ce vœu parle bien sûr aussi de souffrance. J'ai entendu M. Panetta parler de bienveillance alors, comment pouvons-nous avoir de la bienveillance face à l'animal également sur ces questions ? Ce sont des valeurs que ce vœu porte et qui sont des valeurs de respect de l'environnement, de respect de la nature.

Au-delà de l'aspect éthique et moral, le vœu est fondé également sur des considérations de droit, puisque le droit français, je ne vais pas lire tous les articles du Code rural, affirme que tout animal est un être sensible, qu'il doit être placé par son propriétaire dans des conditions compatibles avec les impératifs biologiques de son espèce. Un autre article émanant du ministère de l'Écologie, du Développement durable, des Transports et du Logement du 18 mars 2011 précise que les animaux doivent être entretenus et entraînés dans des conditions qui visent à satisfaire leurs besoins biologiques et comportementaux, à garantir leur sécurité, leur bien-être et leur santé. Ce qu'il faut surtout garder en tête c'est l'avis de la fédération des vétérinaires. Avant de recommander, elle, que les besoins des mammifères sauvages non domestiques ne peuvent être satisfaits dans un cirque itinérant, en particulier au niveau de l'habitat et de la possibilité pour eux d'exprimer des comportements naturels.

Nous l'oublions souvent, les animaux c'est aussi des êtres sociaux qui ont besoin de vivre en groupe et en société. Nous l'oublions souvent donc, quelle vie sociale peuvent-ils avoir dans une cage de quelques mètres et dans laquelle ils passent leur vie jusqu'à leur fin de vie ? Je rappelle que plusieurs pays en Europe ont pris des dispositions légales dans le sens du vœu

à savoir, d'interdire des cirques avec animaux sauvages. Également des villes pas plus loin qu'à Ivry-sur-Seine, Strasbourg, Montpellier et d'autres.

Sur la base de ces considérations, à la fois éthiques, légales, et aussi j'espère sur la conviction que nous partageons tous par rapport à la place de l'animal, notre groupe vous propose que le Conseil municipal de notre ville émette la demande d'une réglementation nationale interdisant la présence d'animaux sauvages dans les cirques. Encore une fois, c'est en résonance avec le vœu que nous venons de voter, c'est une interpellation en direction de l'État et du gouvernement pour légiférer d'une manière formelle sur cette question. La deuxième résolution, c'est que la ville se réserve la possibilité d'œuvrer par tous les moyens légaux à sa disposition pour ne plus accueillir de spectacles, de cirques utilisant des animaux sauvages.

M. le Maire : Merci. Des avis, réactions, réflexions ? Monsieur Panetta.

M. Panetta : Là encore, liberté de vote totale. Pour ma part, je vais voter ce vœu bien que je suis ennuyé parce qu'il y a des gens dans mon groupe, même en dehors du groupe, qui nous ont entretenus de ce vœu, que j'aime beaucoup et qui sont en désaccord avec moi. Cela ne m'empêchera pas de continuer à bien les aimer et je vais essayer de leur donner des arguments.

Outre le fait que j'ai vu des cirques à Choisy-le-Roi et à Orly avec des animaux, mais pas seulement des animaux la personne aussi qui s'en occupait, dans un état scandaleux aussi bien pour les animaux que la personne qui couchait elle aussi dans une cage. Cet ami, bien sûr, il fait part de sa jeunesse où il adorait voir les animaux dans un cirque. Moi, j'étais un fervent admirateur de la piste aux étoiles. J'attendais deux choses, le trapèze et les animaux. Quand nous allions au cirque, c'était avant tout pour voir les animaux, mais j'avais huit ou neuf ans. Maintenant, le sort des animaux et pas seulement dans les cirques m'interpelle effectivement. Un animal est doté de sensibilité et concernant le dressage, M. Bouglione lui-même l'expliquait, c'est d'une violence inouïe pour un animal. Il ne fait pas le beau simplement parce que cela lui a été demandé, c'est violent un dressage. C'est inacceptable que nous utilisions des animaux à des fins mercantiles, bien que les yeux des enfants s'illuminent lorsqu'ils voient ces animaux. Je ne peux pas faire autrement que de voter ce vœu.

Aussi, nous nous inquiétons de savoir ce qu'il serait fait des animaux, s'ils allaient être relâchés dans la nature et se faire manger. Bien sûr que non, il n'en est pas question, mais cette réflexion nous pouvons l'étendre aussi aux zoos. On nous dit qu'heureusement, pour certaines espèces animales, il y a le zoo et que c'est grâce à cela qu'ils peuvent survivre. Oui, si nous voulons, mais il y a des réserves. Ils peuvent être lâchés dans leur habitat naturel avec des réserves comme cela se fait, mais je pense que cela doit être fait au niveau mondial.

Le cirque peut être aussi passionnant, aussi beau sans que pour autant il y ait des animaux qui sont dans un état d'esclavage. L'esclavage des hommes a été aboli, c'est toujours osé de faire un parallèle entre l'homme et l'animal, et l'animal est aussi sensible que l'homme, je dirais même malheureusement quelquefois plus. Pour ma part, je vote ce vœu. Merci.

Monsieur le Maire : Bien, c'est noté. Messieurs Ziegelmeyer, Briennon et Dupuy.

M. Ziegelmeyer : Une intervention qui est faite au nom de notre groupe. En préambule, je passe sur l'action de l'association hier devant la mairie et sur son détournement qu'à titre personnel, ceux qui connaissent mon histoire familiale comprendront pourquoi, et qu'en tant qu'élu à la mémoire j'ai trouvé inacceptable le détournement du chant des partisans. Je voulais faire cette précision en préambule, cela ne veut pas dire que c'est ce que je vais

raconter ensuite dans l'intervention au nom du groupe, mais, pour tous les combats, nous ne sommes pas obligés de travestir un chant qui résonne de manière particulière notamment dans notre ville. Je n'en dirai pas plus sur cette association, je suis allé sur son site Internet et un très grand nombre de choses à titre personnel me questionnent, comme la défense des rats à Paris, je trouve cela étonnant au regard des problèmes de santé publique que cela amène.

Je rappelle que sur la protection animale il existe déjà une législation très importante dans ce pays que ce soit pour les cirques, pour les zoos, pour l'expérimentation à des fins scientifiques ou bien sur la chasse. Nous devrions déjà nous battre pour que l'administration qui en a la charge puisse correctement faire son travail et en ait les moyens. Quand les services vétérinaires préfectoraux ont été fusionnés et ont vu leurs moyens réduits pour aboutir à la Direction départementale de la protection des personnes peu se sont émus de cette baisse de moyens de contrôle de l'État et notamment en direction du cirque. Par ailleurs, sur l'aspect toujours juridique je renvoie à la réponse du ministre de l'Intérieur au sénateur Decool en mai 2018 qui indique que l'installation d'un cirque avec animaux au sens large du terme sur une commune n'est pas un trouble à l'ordre public et donc ne relève pas de pouvoir de police du maire.

Ensuite, le vœu cite la fédération vétérinaire européenne qui pourtant fait une demande qui s'en éloigne. La fédération vétérinaire européenne demande à réfléchir sur les mammifères sauvages, le vœu nous demande l'interdiction de tous les animaux sauvages dans les cirques. Sauf à ne pas avoir suivi mes cours de biologie au collège, un animal n'est pas forcément un mammifère. La question d'ailleurs des mammifères domestiques dans les cirques pourrait être débattue. Qui souffre le plus ? Un petit oiseau sauvage ou un cheval dans un cirque ? Je vous demande d'écouter ces questions. Ensuite, quelle est l'étape suivante ? Tonino Panetta en a parlé, interdiction des zoos ? Mais posez-vous la question dans la protection de la biodiversité des parcs zoologiques, aujourd'hui et puis ce sera l'interdiction des courses hippiques. Je connais la stratégie, la vocation très animaliste de certains courants un peu radicaux dans le monde écologique aujourd'hui, c'est par étapes et nous arrivons à des choses qui, moi, m'inquiètent. Je l'ai dit tout à l'heure, pourquoi pas l'interdiction totale de l'expérimentation animale à des fins scientifiques ? C'est un vrai sujet. Le site Sanofi dont je vous ai parlé tout à l'heure fait de l'expérimentation animale, mais cela permet de sauver des dizaines et des dizaines de milliers de vie tous les ans sur la planète.

En réalité, ce qui nous questionne le plus c'est les relations à l'animal, la place de l'animal dans la société. Ces questions sont très complexes, je suis d'accord, elles allient le philosophique et le politique. Il n'y a d'ailleurs pas forcément de lien entre la manière dont les animaux sont traités dans une société et dont les humains sont considérés dans la même société. Je vous prendrai deux exemples, le premier c'est sur le darwinisme. Certains courants politiques sur la planète ont cru appliquer, en trahissant Darwin, les mêmes conceptions à l'être humain et cela a donné quoi ? Le darwinisme social qui est une idéologie ultra réactionnaire. Les hommes seraient tous dans la jungle comme les animaux. Darwin s'est d'ailleurs retourné dans sa tombe. Deuxième exemple, posez-vous la question, quel pays a interdit l'expérimentation animale à but scientifique entre 1933 et 1945 tout en traitant certains humains comme plus que des bêtes ? Il n'y en a qu'un, donc posez-vous la question quant au bout d'un certain temps, d'un point de vue philosophique, nous en sommes à mettre l'homme et l'animal au même niveau. Moi, ce n'est pas ma conception.

Je pense, au risque de passer pour un « vieux réac' » que l'homme a encore une supériorité face à l'animal sur cette planète. Au moins, c'est dit, je l'assume totalement. J'assume l'expérimentation animale dans mon laboratoire, j'assume la chasse dans mon Berry natal, j'assume les élevages, j'assume les zoos, j'assume les animaux dans les cirques. Si j'avais eu à voter à titre personnel, si ce n'était pas le vote du groupe que je dois prononcer, ce

serait un vote négatif. En tout cas, c'est un débat intéressant, profond, complexe, mais qui ne peut pas être traité au détour d'un vœu qui cache malheureusement d'autres choses. Des chercheurs aujourd'hui en Angleterre sont menacés de mort, leurs familles sont menacées tout simplement parce qu'ils font de l'expérimentation animale. Tu nous diras que ce n'est pas le sens du vœu, mais c'est juste l'étape d'après en conséquence de quoi, au minimum, notre groupe s'abstiendra sur ce vœu, je vous remercie.

M. le Maire : Monsieur Briennon.

M. Briennon : Je vais faire plus bref que mes prédécesseurs sur le sujet. Effectivement, nous avons un devoir de protection d'une façon générale et en particulier des animaux au sens large du terme et pas exclusivement des mammifères. Je voudrais rajouter une phrase dans le vœu qui serait relative à la sensibilisation des jeunes enfants au respect du vivant, de façon à ce que nous puissions trouver un équilibre peut-être un peu plus global pour l'ensemble des membres de ce Conseil municipal sur l'appréciation de ce vœu donc un attendu complémentaire qui indiquerait que la sensibilisation des jeunes enfants au vivant s'acquiert dès le plus jeune âge ce qui pourrait expliquer que nous ayons dans ce cadre-là une vision. Je souhaiterais également que soit rajoutée dans la demande finale, qui est celle des animaux sauvages du cirque, une référence à l'arrêté du 11 août 2006 qui liste les animaux sauvages et les animaux domestiques.

M. le Maire : Monsieur Dupuy et suivra Madame Baron.

M. Dupuy : Merci. Monsieur le Maire, mes chers collègues. Je ne reviendrai pas sur les animaux sauvages dans les cirques, je pense que mon ami et camarade Laurent a très bien exprimé la position du groupe. Je voudrais plutôt vous parler des animaux de la ferme enfantine dans le parc des Gondoles. Les plus anciens Choisyens comprendront pourquoi j'y suis autant attaché de par ma filiation avec le maire qui a eu cette idée folle de vouloir amener un peu de campagne au sein de notre cité. C'est entre autres parce qu'on lui avait raconté que certains enfants à qui il avait été demandé de dessiner un poisson traçaient un rectangle. En réalité, une sorte de représentation du poisson pané. Les enfants des villes déjà dans les années 1970 n'avaient pas beaucoup pour nombre d'entre eux vu en vrai une vache, un cochon, une chèvre ou un lapin. L'objectif de la ferme, dans le caractère des fermes d'animation était et est toujours en priorité de permettre aux plus jeunes de faire connaissance avec ces animaux. Ainsi, depuis sa création ce sont des centaines de milliers d'enfants de Choisy-le-Roi, mais aussi des communes de toute l'Île-de-France qui ont pu venir découvrir la taille, l'odeur et les cris des animaux domestiques. Je suis persuadé que là-dessus nous sommes tous d'accord. Pour ceux qui s'inquiètent de la santé de nos pensionnaires, deux informations sont, à mes yeux, importantes. D'abord savoir que certains de ces pensionnaires sont âgés et passent à Choisy-le-Roi une retraite bien méritée dans un cadre pas trop désagréable, je pense aux chevaux. Autre information importante, un vétérinaire passe très régulièrement pour vacciner et surveiller la forme des bêtes qu'elles soient à poils ou à plumes. Nous avons donc à disposition des enfants un outil pédagogique merveilleux qui est d'ailleurs répertorié dans bon nombre des guides touristiques en direction de l'enfance pour l'Île-de-France. Voilà que depuis quelques mois, j'ai été interpellé par des mamans accompagnant leur progéniture à la ferme sur le vide, notamment des clapiers. Pourquoi n'avons-nous plus de lapins ni de cobayes ? Les clapiers sont-ils vétustes ? Avons-nous pour projet de les démolir ou bien est-ce un choix délibéré, une forme de ségrégation sur les rongeurs qui n'ont pas la possibilité de montrer leurs museaux et leurs pelages aux petits citoyens ? Chaque année, et là je me suis renseigné, nous complétons notre cheptel. Par exemple, depuis le 1^{er} janvier 2017 nous avons acheté une vache, une chèvre, un couple de pintade, un couple d'oie normande, un de canard, etc. et, etc.

Je voudrais juste finir en vous lisant un très court extrait d'un livre dont je vous recommande la lecture. Il s'agit de L'Albine de Fernand Dupuy qui, page 262, s'adressait à ses petits-enfants. Les oiseaux qui parlent, les bêtes qui parlent. Voici pour mes petits enfants une leçon de vocabulaire. Je pense que pour vous cela va être une bonne leçon de vocabulaire aussi. *« Tu le sais, bien sûr depuis longtemps, le coq chante : cocorico, la poule caquette, le chien aboie quand le cheval hennit et que beugle le bœuf et meugle la vache, l'hirondelle gazouille, la colombe roucoule et le pinson ramage. Les moineaux piaillent, le faisan et l'oie criaillent quand le dindon glousse. La grenouille coasse, mais le corbeau croasse et la pie jacasse. Le chat comme le tigre miaulent, l'éléphant barrit, l'âne brait, mais le cerf rait. Le mouton bêle évidemment et bourdonne l'abeille. Tu sais, bien sûr, tous ces cris-là, mais sais-tu que le canard nasille – les canards nasillardent ! Que le bouc ou la chèvre chevrote, que le hibou hulule, mais que la chouette, elle, chuinte ; que le paon braille, que l'aigle trompette. »*

M. le Maire : Monsieur Dupuy, vous n'allez pas lire tout le chapitre ?

M. Dupuy : Non, je veux juste arriver au lapin. *« ... et que si le corbeau croasse, la corneille corbine et que le lapin glapit quand le lièvre vagit. »*

J'espère *a minima* vous avoir fait une petite révision sur les bruits que peuvent produire ces animaux qui nous sont chers. J'espère aussi que nous aurons très vite de jolis museaux de lapins à contempler dans notre ferme enfantine et qu'en tendant l'oreille nous pourrions les entendre. Vous souvenez-vous ? Le lapin glapit tandis que le lièvre vagit. Gageons que l'acte II de l'agenda 21 dans son axe la nature en ville en fera une priorité. Je vous remercie.

M. le Maire : Merci. Mme Baron.

M^{me} Baron : Le discours de M. Dupuy, j'ai bien aimé parce que le discours de M. Ziegelmeyer m'a vraiment choqué, c'était vraiment violent. Merci, Monsieur Dupuy.

Pour revenir au vœu depuis quelques années le débat de l'interdiction des animaux dans les cirques est au cœur de notre société notamment cet été puisque le cirque franco-belge s'était installé au parc interdépartemental de Choisy-le-Roi. Dans les faits, les villes ne peuvent pas interdire la venue d'un cirque au motif qu'il met en scène des animaux sauvages, car à ce jour cela est légal. Ainsi, le 27 mars 2019, notre député de droite a déposé une proposition de loi visant à l'interdiction des animaux sauvages dans les cirques. Nous, nous apportons tout notre soutien à tous les organismes qui défendent les intérêts des animaux allant des courses de lévriers aux corridas. Il est temps que l'homme change son regard sur le monde qui l'entoure. La vie n'est pas une marchandise. Sans oublier que toutes les traditions ne sont pas bonnes et là, la culture ne peut pas être une excuse à la barbarie ni à la violence.

Localement, les chats que nous avons sur Choisy-le-Roi non plus ne doivent pas être exclus, l'association Choisy ton chat 94 est très active sur le sujet de la stérilisation et de l'adoption dans le Val-de-Marne. Revenons dans le cirque, les éléphants, les félins, les singes et autres animaux exploités exécutent des numéros parce qu'ils n'ont pas le choix. Leur condition de vie est souvent assimilée à la maltraitance. Certains cirques anciens ont retiré les animaux de leur spectacle. Ils ont bien fait, de temps en temps, ils emploient des méthodes nouvelles comme les hologrammes.

Je voudrais finir mon intervention en remerciant les associations qui œuvrent au quotidien pour le bien-être animal. Elles sont engagées pour la cause animale que nous partageons, les gens de notre groupe, et nous les remercions pour toutes les actions qu'elles mènent au quotidien, c'est souvent très dur. Nous allons émettre un avis favorable sur la réglementation nationale qui interdit la présence d'animaux sauvages dans les cirques. Merci.

M. le Maire : Bien, y a-t-il d'autres demandes de prise de parole ? Madame Juhel.

M^{me} Juhel : Je suis franchement choquée que notre conseil passe autant de temps à parler des animaux ! Nous parlons beaucoup moins des femmes battues ou des enfants maltraités !

M. le Maire : Monsieur Panetta.

M. Panetta : Madame Juhel, nous comprenons votre sensibilité à cette cause, mais ce que vous venez de dire est déplacé. Ce n'est pas parce que nous allons parler de la violence faite aux animaux que nous ignorons le sort de certaines femmes.

M. le Maire : Cela fait tout de même une demi-heure que nous sommes sur ce vœu. Évitions d'aller au-delà dans la discussion.

M. Panetta : Les divers débats et surtout l'affrontement politique auquel nous venons d'assister sont dans votre majorité, Monsieur le Maire. Pour quelque chose d'extrêmement simple, qu'il manque quelque chose, que je sois maladroit sur le fond... Tout être vivant a le droit à sa liberté.

M. le Maire : C'est votre opinion, vous avez dit vous-même que le vote était libre.

M. Panetta : Les premiers concernés sont ceux qui possèdent des cirques et aujourd'hui l'élan est pris et la plupart des directeurs de cirque abandonnent le dressage des animaux. Le plus célèbre d'entre eux, le cirque Bouglione, ne donne plus de représentations avec des animaux sauvages qui soient dressés. Maintenant, comparer l'espace de vie qu'il faut à un lapin et à un tigre du Bengale, une panthère ou un lion, je vous laisse à vos comparaisons.

M. le Maire : Nous avons bien compris votre opinion. Nous allons passer aux voix, mais je souhaite exprimer moi le choix que je vais faire. Afin de soutenir ce vœu, une manifestation a eu lieu lundi sous les fenêtres de l'Hôtel de Ville, organisée par Paris Animaux Zoopolis. Outre le fait qu'il n'y avait que huit personnes présentes, j'ai été profondément choqué, heurté lorsque j'ai entendu la vidéo. Je fais référence à ce qu'a dit Laurent Ziegelmeyer. Pour moi, ce que j'ai entendu c'est inadmissible. Je considère que c'est scandaleux, que c'est outrageant pour la mémoire des combattants, pour la mémoire des résistants que le chant des partisans ait été détourné. C'est un véritable pamphlet et cela sous les fenêtres de l'Hôtel de Ville alors que ce chant a résonné quelque temps auparavant, il y a quelques semaines au monument aux morts. Des paroles de Joseph Kessel et de Maurice Druon qui ont été écrites dans quel contexte ? En 1943, pour appeler à la résistance, pour appeler au combat, mais au combat contre quoi ? Contre l'occupant nazi. Vous vous rendez compte comment ces paroles sont détournées ! Au profit de quoi ?

De ce fait-là, pour moi c'est rédhibitoire donc je ne vais pas voter pour, je ne vais pas voter contre, je ne vais pas m'abstenir. Ce soir, et c'est la première fois que je le fais, je ne vais pas prendre part au vote.

M. Tisler : Excusez-moi, Monsieur le Maire, après avoir été très sensible à l'aspect philosophique du raisonnement de M. Ziegelmeyer, qui a fait le travail intellectuel que j'ai eu la paresse de ne pas faire et eu égard à ce que vous venez de dire, je prends la même attitude que vous c'est-à-dire que je ne participerai pas à ce vote.

La délibération n° 32 est adoptée à la majorité (18 pour, 9 contre, 15 abstentions).

M. le Maire : Nous voyons bien que ce n'est pas une histoire de répartition politique, mais de volonté individuelle et personnelle. Je vous remercie.

Je vous donne rendez-vous pour le prochain Conseil municipal le 13 novembre.

La séance est levée à 22 heures 58.